

Communiqué de presse

Lundi 14 décembre 2009

Les sociétés anonymes cotées en Bourse : un pilier central de l'économie suisse

economiesuisse présente une étude en lien avec l'initiative Minder

Les sociétés anonymes cotées en Bourse sont un pilier central de l'économie suisse et revêtent une grande importance pour la prospérité de notre pays: ces entreprises génèrent directement un franc sur six alors qu'elles sont moins de 300. En Suisse, les sociétés anonymes cotées en Bourse paient plus de 40 % de l'ensemble des impôts sur les entreprises et représentent directement et indirectement quelque 600 000 emplois. Pour le choix d'un site, la sécurité juridique et la flexibilité sont décisives. Or l'initiative Minder entend imposer aux entreprises un carcan sans pareil à l'échelle internationale qui entraînerait leur exode, la suppression d'emplois et la diminution des recettes fiscales.

Au cours de la conférence de presse, Pascal Gentinetta, président de la direction d'economiesuisse, a souligné que « le droit de la société anonyme helvétique est particulièrement attrayant, car il est très flexible et laisse une grande liberté aux entreprises en matière d'organisation ». C'est un des atouts de la Suisse dans le contexte de la concurrence internationale entre les places économiques pour attirer des employeurs attractifs et de bons contribuables. Il faut en tenir compte dans le cadre de la révision actuelle du droit de la société anonyme, le contre-projet indirect à l'initiative « contre les rémunérations » (initiative Minder). Cette initiative entend imposer des prescriptions rigides assimilables à un carcan à toutes les sociétés anonymes cotées en Bourse. D'après Pascal Gentinetta, elle joue avec le feu. Cette initiative présente non seulement des défauts de conception majeurs, mais est en outre impraticable, absurde et dangereuse : en cas d'acceptation, le droit de la société anonyme suisse deviendrait très restrictif et notre pays se mettrait lui-même hors jeu. En revanche, la révision du droit de la société anonyme en cours et les mesures prises dans le cadre de la surveillance des marchés financiers poseraient les bases de solutions praticables et d'une participation des actionnaires au débat sur les systèmes de rémunération.

Peter Moser, directeur du Centre de recherche de politique économique à la HTW de Coire souligne l'importance économique des entreprises cotées en Bourse pour la Suisse : « Les sociétés anonymes cotées en Bourse emploient directement 11 % des travailleurs en Suisse et génèrent entre 16 % et 18 % du produit intérieur brut. » Il ne faut pas oublier la valeur ajoutée par leurs fournisseurs, majoritairement des PME. Si on en tient compte, les 270 entreprises suisses cotées en Bourse génèrent même un franc sur quatre. Ces entreprises qui représentent tout juste 1 ‰ des sociétés de capitaux, paient 42 % des impôts payés sur les entreprises en Suisse. De plus, elles consacrent près de 7 milliards de francs à la recherche, soit plus de la moitié du total des dépenses pour la recherche et le développement. Selon Peter Moser, « du fait de leurs activités de recherche poussées et de leur engagement en faveur de la

formation continue de leurs collaborateurs, ces entreprises contribuent à renforcer la recherche et l'emploi en Suisse ». Les résultats de l'étude montrent clairement l'importance des sociétés suisses cotées en Bourse en termes de valeur ajoutée, d'emploi, d'innovation et de recettes fiscales.

David Frick, membre de la direction de Nestlé, confirme les conclusions de l'étude. Au cours des dix dernières années, Nestlé a plus que doublé ses investissements en Suisse. Leur montant total pour cette période atteint plus de 2,5 milliards de francs. Les dépenses de recherche-développement, à elles seules, avoisinaient 390 millions de francs en 2008. Quant aux exportations de Nestlé, elles représentaient plus de 2,1 milliards de francs, ce qui signifie que cette entreprise est à l'origine de plus de 20 % des exportations de l'industrie agroalimentaire helvétique. D'après M. Frick, la sécurité juridique et la souplesse du droit de la société anonyme sont des avantages concurrentiels décisifs de notre pays. La Suisse aurait doublement tort de laisser s'envoler ces avantages concurrentiels dans une période où la concurrence internationale s'intensifie de plus en plus. En ce qui concerne le débat sur les rémunérations, Nestlé met en œuvre les recommandations du Code suisse de bonne pratique d'économiesuisse et suit la tendance internationale du « say on pay » : ses actionnaires peuvent voter à titre consultatif sur le rapport de rémunération. Le président de la Commission juridique d'économiesuisse souhaite que les compétences restent réparties de manière sensée et que les responsabilités soient claires : « La possibilité d'organiser des votes consultatifs renforce les droits des actionnaires. Dans le même temps, le conseil d'administration, responsable à titre personnel, conserve ses compétences de manière qu'il peut assumer ses responsabilités légales. » L'initiative Minder provoquerait une dilution des responsabilités et des compétences pour la gestion des entreprises et entraînerait une insécurité juridique. Cette initiative serait dangereuse au vu de l'importance économique de ces entreprises en Suisse.

Pour plus d'informations :
Cristina Gaggini, directrice romande
Téléphone : 078 781 82 39
cristina.gaggini@economiesuisse.ch

Conférence de presse

Importance économique des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse

Lundi 14 décembre 2009

Seul l'exposé prononcé fait foi

Réglementation des entreprises cotées en Bourse : évitons de jouer avec le feu !

Pascal Gentinetta, président de la direction

Mesdames, Messieurs,

Nous vous présentons aujourd'hui les conclusions d'une étude sur l'importance économique des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse réalisée par la Haute école technique et économique (HTW) de Coire et les replaçons dans le contexte politique. L'idée de cette étude a vu le jour en lien avec les discussions actuelles sur la réglementation des entreprises cotées en Bourse en Suisse. Économie fortement axée sur les exportations avec une présence dans le monde entier supérieure à la moyenne, grâce aux investissements directs, la Suisse est le domicile juridique d'un grand nombre de sociétés anonymes. C'est une force importante de notre pays. Le droit de la société anonyme helvétique est particulièrement attrayant pour les PME privées comme pour les entreprises cotées en Bourse, car il est très flexible et laisse une grande liberté aux entreprises en matière d'organisation. Par sa souplesse, il facilite aussi la venue d'entreprises étrangères. Ainsi, notre droit de la société anonyme est un des atouts de la Suisse, à côté d'autres facteurs comme la fiscalité ou le niveau de formation des travailleurs, dans le contexte de la concurrence intense que se livrent les places économiques pour attirer des employeurs attrayants et de bons contribuables. Les comparaisons internationales du droit l'attestent.

Cet avantage concurrentiel se trouve aujourd'hui en danger. Les entreprises cotées en Bourse étant plus mobiles que d'autres en raison de leurs nombreuses connexions internationales, un affaiblissement significatif et irréfléchi de notre place économique aurait de graves conséquences en matière d'emploi, d'innovation et de recettes fiscales. Ces entreprises sont actuellement soumises à une pression politique forte en raison du débat sur les salaires des managers. Cette pression est surtout liée à l'initiative « contre les rémunérations abusives », ou initiative Minder, qui souhaite imposer un corset législatif extrêmement rigide – en comparaison internationale – à toutes les entreprises suisses cotées en Bourse. Ces entreprises sont aussi au centre du débat sur le contre-projet indirect à l'initiative, lequel est traité dans le cadre de la révision du droit de la société anonyme. Et ce sont encore elles qui sont visées par la réglementation des systèmes de rémunération émanant des autorités de surveillance des marchés financiers.

Il est évident que des excès ont été commis ici et là. *economiesuisse* reconnaît qu'il faut prendre des mesures dans le domaine de la rémunération des managers et soutient une procédure ciblée. Cependant, une telle procédure ne doit pas sanctionner les entreprises qui n'ont pas commis d'excès. Les milieux économiques rejettent fermement l'initiative Minder. Cette initiative mal conçue est non seulement impraticable et absurde mais aussi dangereuse : en cas d'acceptation, le droit de la société anonyme suisse deviendrait très restrictif et notre pays se marginaliserait. Contrairement à l'initiative, la révision du droit de la société anonyme en cours ainsi que les mesures prises dans le cadre de la surveillance des marchés financiers poseraient les bases de solutions praticables agissant sur les bons leviers tout en conservant la souplesse si chère aux entreprises. En conclusion, nous souhaitons qu'un contre-projet indirect sensé soit opposé à cette initiative qui met en péril la place économique.

L'étude que nous présentons montre ce qui se passerait dans l'éventualité où la Suisse déciderait de faire cavalier seul : en jouant avec le feu – nous nous brûlerions ! Les résultats de l'étude complètent ceux d'études comparables :

- Il y a deux ans environ, une enquête de la Chambre de commerce américano-suisse a mis en avant l'importance économique des multinationales suisses. Elle a révélé, entre autres, que ces entreprises optimisent en permanence leur politique en matière d'implantation et qu'elles examinent à intervalle régulier sur quels sites il serait judicieux de s'implanter et où elles devraient investir davantage.
- Une étude de SwissHoldings, publiée il y a deux mois, montre qu'un cadre juridique libéral constitue un atout dans le contexte de la concurrence mondiale entre places économiques.
- Puis, il y a un mois environ, Holger Fleischer de l'Institut Max Plank de Hambourg a publié une comparaison de différentes législations. Celle-ci montre qu'aucun des concurrents de la Suisse examinés n'applique ou ne prévoit d'appliquer des prescriptions ne serait-ce qu'approximativement aussi restrictives en matière de droit de la société anonyme que celles exigées dans l'initiative Minder.
- De plus, *economiesuisse* a récemment publié, en collaboration avec PriceWaterhouseCoopers, une étude sur la charge fiscale globale. Celle-ci met en évidence le fait que seules une soixantaine de grandes entreprises (dont une grande majorité d'entreprises cotées en Bourse) paient directement et indirectement 12 % des recettes fiscales totales et des recettes des assurances sociales en Suisse. Cela montre à quel point la contribution de ces quelques entreprises au financement de la collectivité helvétique et donc à la prospérité de tous est essentielle. La répartition de cette contribution au sein de l'économie est particulièrement frappante : moins de 3 % des sociétés de capitaux paient plus de 90 % de l'impôt fédéral direct versé par les personnes morales (imposition des entreprises).

Même si nous avons été en mesure d'obtenir des données relativement précises sur la situation fiscale des entreprises, il manquait des données économiques consolidées distinguant les entreprises cotées en Bourse de celles qui ne le sont pas et évaluant plus particulièrement leur contribution directe en termes de valeur ajoutée, d'emploi, d'exportations et d'innovation et indirecte via les fournisseurs – principalement des PME. L'étude présentée aujourd'hui comble cette lacune. Les résultats nous ont confortés dans l'idée qu'il est crucial d'offrir de bonnes conditions-cadre aux entreprises cotées en Bourse. Notre économie dans son ensemble a intérêt à ce que la place économique suisse reste attrayante pour les sociétés cotées en Bourse. Notre prospérité en dépend. Les enjeux sont trop importants pour que nous acceptions des expérimentations en matière de réglementation dans ce domaine. En effet, une surréglementation du droit de la société anonyme pour les entreprises cotées en Bourse reviendrait à scier la branche sur laquelle nous sommes assis. C'est pourquoi notre recommandation pour la révision en cours est la suivante : évitons de jouer avec le feu !

Conférence de presse

Importance économique des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse

Lundi 14 décembre 2009

Seul l'exposé prononcé fait foi

L'importance économique des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse

Résumé

Christian Hauser, Heinz Hauser, Peter Moser (responsable du projet)

Cette étude s'intéresse à l'importance économique des sociétés anonymes cotées en Bourse. L'analyse se fonde, d'une part, sur une enquête menée auprès de 249 sociétés anonymes suisses dont les actions sont cotées en Bourse en Suisse ou à l'étranger et, d'autre part, sur une évaluation des données relatives à ces entreprises publiées par Bloomberg. Grâce à ces deux sources de données, il est possible d'évaluer les activités sur le sol helvétique de toutes les sociétés suisses cotées en Bourse.

Les sociétés anonymes suisses cotées en Bourse représentent une part importante de l'économie suisse à vocation internationale. En 2008, elles employaient 11 % des travailleurs en Suisse et ont généré entre 16 % et 18 % du produit intérieur brut. Elles sont à l'origine de 31 % des exportations de marchandises et représentent 54 % environ des emplois proposés par les entreprises suisses à l'étranger. A l'heure actuelle, 51 % des dépenses de recherche-développement de l'économie privée suisse et 42 % de l'impôt sur les entreprises suisses proviennent des entreprises cotées en Bourse.

Par rapport à la moyenne des entreprises suisses, les sociétés anonymes suisses cotées en Bourse emploient davantage de personnel, proposent des emplois affichant une productivité nettement plus forte, paient des salaires bruts légèrement plus élevés et sont plus actives dans la recherche. Les entreprises cotées en Bourse sont souvent des entreprises de grande taille dans une phase avancée d'internationalisation. Elles possèdent plusieurs sites de production à travers le monde et approvisionnent de plus en plus les marchés étrangers depuis leurs sites à l'étranger. Elles ont leur siège en Suisse et effectuent une partie importante de la recherche dans notre pays mais pas la totalité. Même si une grande partie de la production se déroule à l'étranger, la production effectuée sur le sol suisse reste importante pour notre pays.

Les liens des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse avec l'économie suisse sont de diverses natures, de sorte que ces entreprises influencent l'économie par divers canaux. Leurs fournisseurs, par exemple, créent 6 % de la valeur ajoutée et représentent 8 % des emplois en Suisse. Du fait de leurs activités de recherche poussées et de leur engagement en faveur de la formation continue de leurs collaborateurs, ces entreprises contribuent à renforcer la recherche et l'emploi en Suisse. De nombreuses sociétés anonymes cotées en Bourse jouent un rôle important dans des pôles de compétence majeurs en Suisse. Elles contribuent considérablement à la productivité de ces réseaux et tirent parti de la présence des autres entreprises et institutions faisant partie de ces pôles de compétences.

L'importance économique des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse

Christian Hauser, Heinz Hauser,
Peter Moser (responsable du projet)

14 décembre 2009

Structure de l'étude

1. Mandat d'économiesuisse
2. Méthode
3. Importance économique directe des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse (SA cotées)
4. Caractéristiques des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse
5. Importance économique indirecte des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse
6. Conclusions

2. Méthode

Réponses : 84 (34 %)

Sociétés anonymes suisses
cotées en Bourse
Total : 249 (100 %)

| | |
|---|--|
| Données de l'enquête uniquement : 7 | Entreprises éliminées, faute de données : 10 |
| Données de l'enquête et de Bloomberg : 77 | Données de Bloomberg uniquement : 155 |

Données de Bloomberg pour 232 entreprises (93 %)

3. Importance économique directe des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse

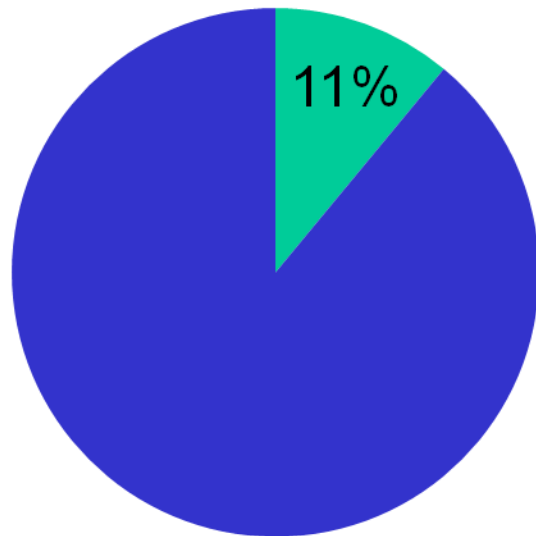
Les sociétés anonymes suisses cotées en Bourse constituent une grande partie des entreprises suisses à vocation internationale

Importance des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse :

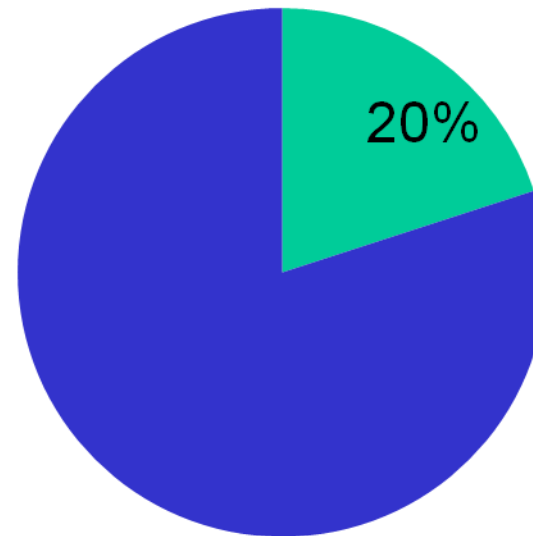
- Marché de l'emploi : 11 %
 - Produit intérieur brut : 16 % - 18 %
 - Exportations de marchandises : 31 %
 - Investissements directs à l'étranger : 54 %
- (emplois)
- Dépenses de R-D de l'économie privée : 51 %
 - Impôts sur les entreprises : 42 %

Importance des sociétés anonymes cotées en Bourse pour le marché du travail, 2008

Toutes les branches



Toutes les sociétés anonymes

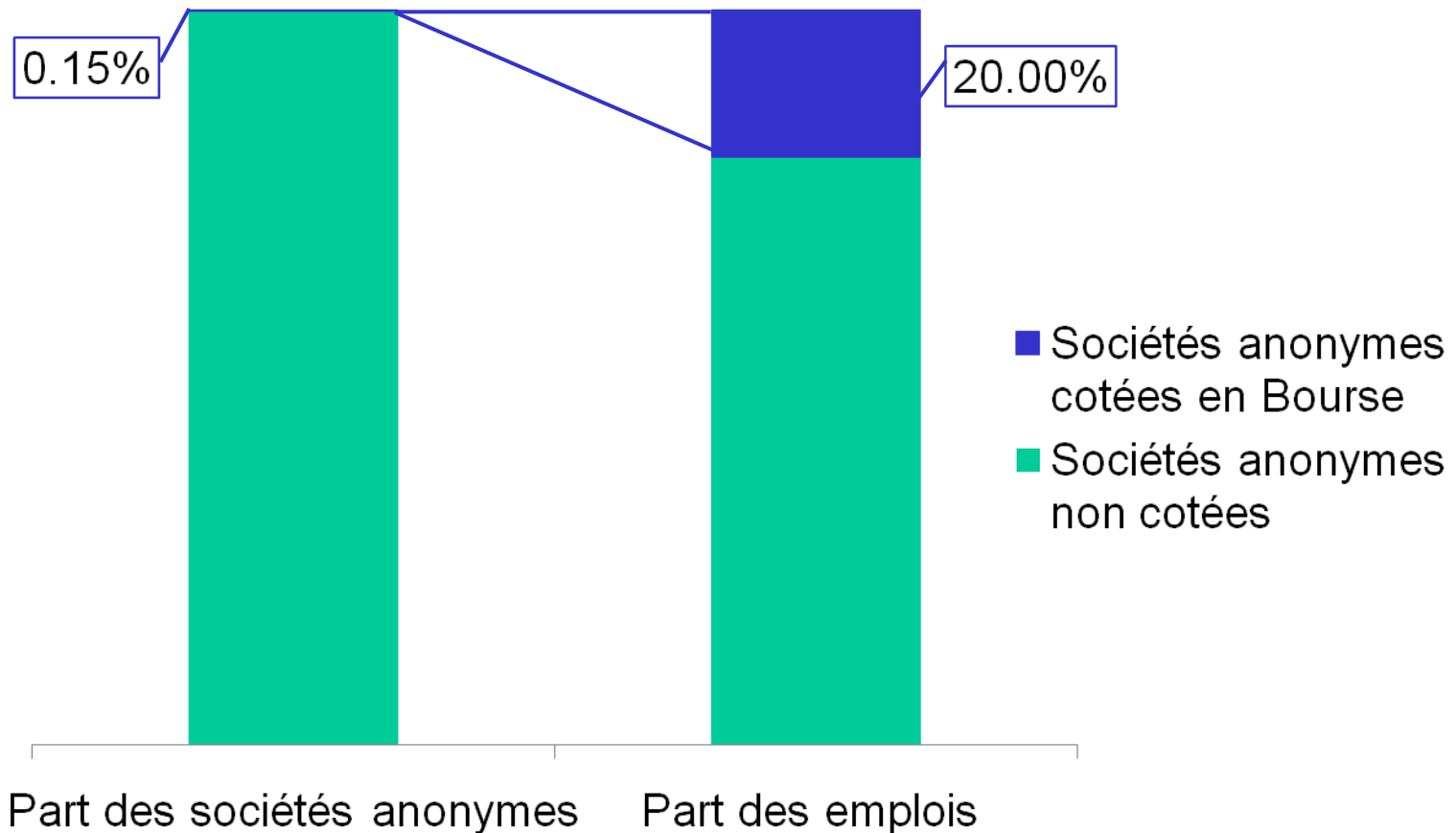


- Sociétés anonymes suisses cotées en Bourse
- Autres entreprises, y compris dans le secteur public

- Sociétés anonymes suisses cotées en Bourse
- Autres sociétés anonymes (CH 2005)

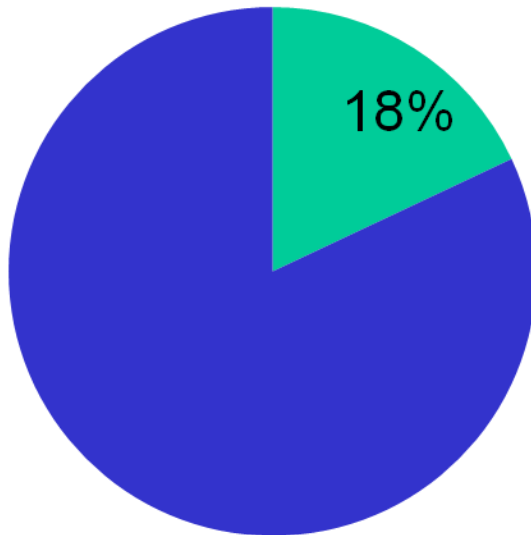
Comparaison avec les autres sociétés anonymes : nombre d'entreprises et d'employés, 2008

Sociétés anonymes

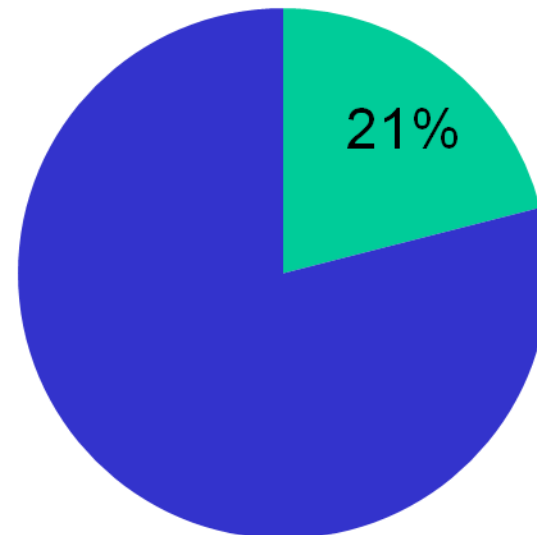


Part des sociétés anonymes cotées en Bourse à la valeur ajoutée brute, 2007

Toutes les branches



Seulement le secteur privé



- Sociétés anonymes suisses cotées en Bourse
- Autres entreprises

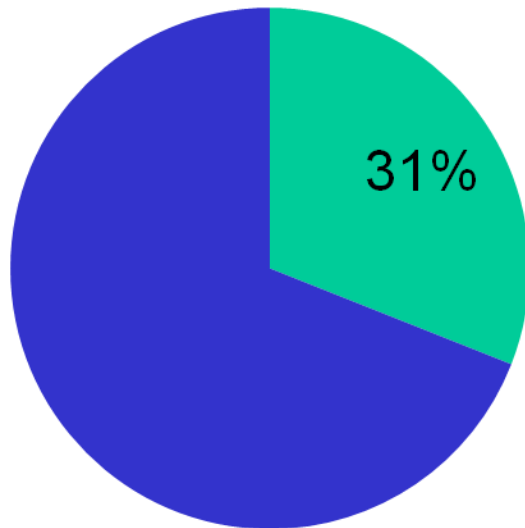
Nombre élevé de sociétés anonymes cotées dans les secteurs de la chimie et des pharmaceutiques et dans les services financiers

Valeur ajoutée brute (2007, en mio.fr.)

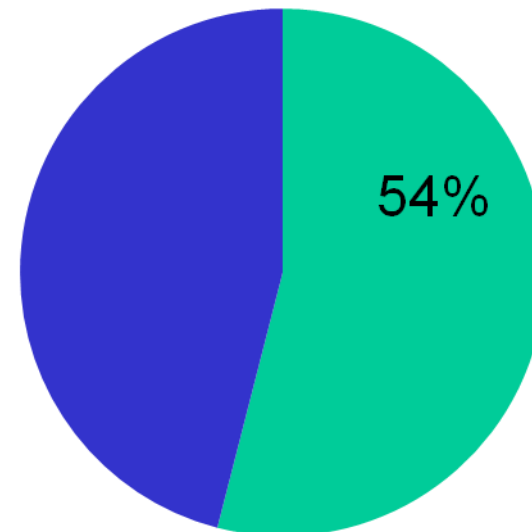
| Branche | Suisse | SA cotées en Suisse | SA cotées, en % |
|-------------------------------|---------|---------------------|-----------------|
| Toutes les branches | 491 097 | 87 590 | 18% |
| Économie privée | 407 844 | 87 590 | 21% |
| Secteur public | 83 253 | 0 | 0% |
| Industrie total | 135 327 | 38 204 | 28% |
| Chimie et pharmaceutiques | 25 699 | 14 696 | 57% |
| Industrie des machines | 34 860 | 5 615 | 16% |
| Construction | 28 228 | 4 741 | 17% |
| Services total | 349 968 | 49 386 | 14% |
| Services, hors secteur public | 266 716 | 49 386 | 19% |
| Services financiers | 67 113 | 39 385 | 59% |

Part des sociétés anonymes cotées en Bourse aux exportations et investissements directs

Exportations de biens en 2008



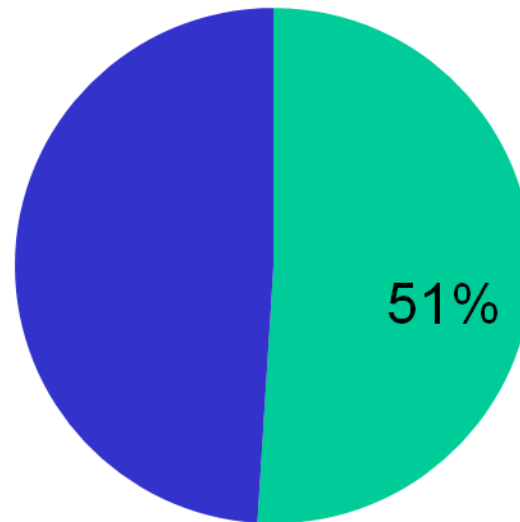
Investissements directs à l'étranger (postes) 2007



- Sociétés anonymes suisses cotées en Bourse
- Autres entreprises

Part des sociétés anonymes cotées en Bourse aux dépenses de recherche et développement

Dépenses de R-D de l'économie privée 2004/2008



- Sociétés anonymes suisses cotées en Bourse
- Autres entreprises

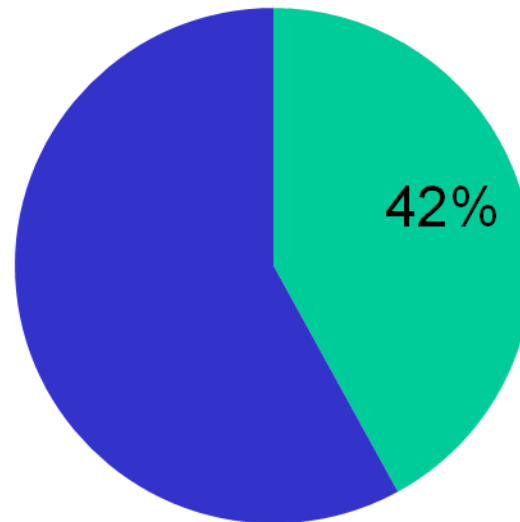
Les sociétés anonymes cotées sont les principaux acteurs de la R-D privée en Suisse, mais elles font de la R-D dans plusieurs pays

Dépenses de R-D de l'économie privée (en mio.fr.)

| Branches | Suisse en 2004 | SA cotées en Suisse en 2008 | SA cotées en % | SA cotées dans le monde Bloomberg/2008 | SA cotées CH en % des SA cotées monde |
|------------------------|----------------|-----------------------------|----------------|--|---------------------------------------|
| Industrie total | 13'145 | 6'749 | 51% | 24'239 | 28% |
| Chimie et pharmacie | 7'464 | 5'366 | 72% | 19'154 | 28% |
| Industrie des machines | 1'856 | 855 | 46% | 2'191 | 39% |

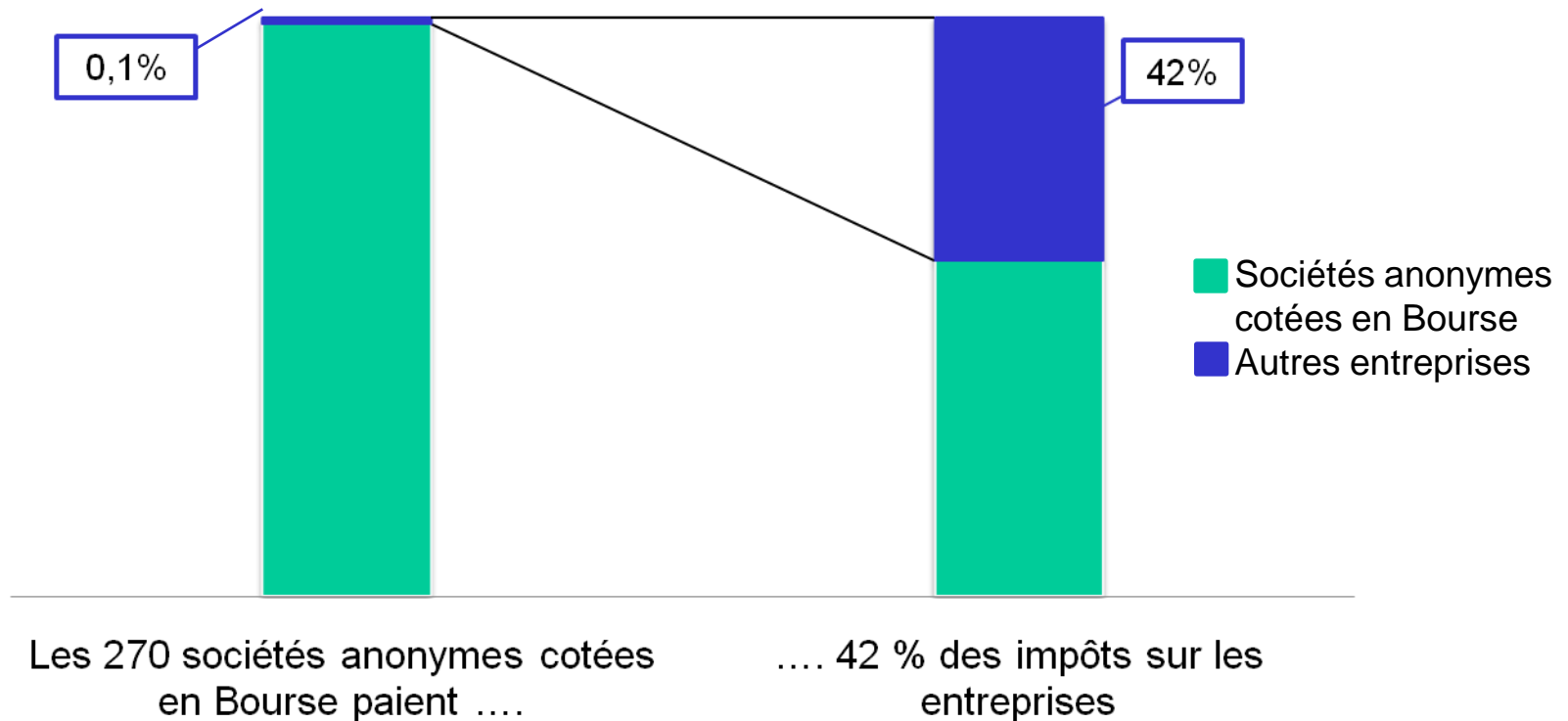
Part des sociétés anonymes à l'impôt sur les entreprises

Impôts sur les bénéfices et sur le capital en 2007



- Sociétés anonymes suisses cotées en Bourse
- Autres entreprises

Part des sociétés anonymes cotées en Bourse à l'impôt sur les entreprises, 2007



Les sociétés anonymes cotées en Bourse sont de gros contribuables

Impôts sur le capital et les bénéfices (2007, en mio.fr.)

| | en mio.fr | Nombre de cas observés | en % total pour Suisse |
|---|-----------|------------------------|------------------------|
| Impôt sur les bénéfices et le capital total | 17 793 | | 100% |
| Estimation de la part des SA cotées | 7 521 | 173 | 42% |
| SA cotées selon l'enquête | 3 369 | 80 | 19% |
| SA cotées mondiales (Bloomberg) | 18 839 | 152 | |

4. Caractéristiques des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse

Les sociétés anonymes suisses cotées en Bourse sont plutôt grandes, multinationales et affichent une forte productivité.

- Des entreprises de grande taille
- Productivité deux fois plus élevée (valeur ajoutée par employé)
- Salaires plus élevés de 20 %
- Part des exportations au chiffre d'affaires : 50 % environ
- Effectifs à l'étranger six fois plus élevés
- Activités de recherche légèrement plus intenses

Les sociétés anonymes cotées en Bourse produisent avec une forte intensité de capital et proposent des emplois hautement productifs

Valeur ajoutée brute par employé (2007, en fr.)

| Branches | Suisse | SA cotées en Suisse | SA cotées, en % |
|------------------------|---------|------------------------|--------------------|
| Toutes les branches | 122'706 | 324'988 | 265% |
| Industrie total | 137'999 | 270'782 | 196% |
| Chimie et pharmacie | 233'341 | 356'238 | 153% |
| Industrie des machines | 126'175 | 121'012 | 96% |
| Construction | 93'239 | 340'226 | 365% |
| Services total | 121'081 | 384'524 | 318% |
| Services financiers | 302'355 | 439'678 | 145% |

Les sociétés anonymes cotées en Bourse mènent des activités dans plusieurs pays

Nombre de postes à l'étranger par poste en Suisse, 2007

| Branches | Suisse | SA cotées en Suisse |
|--------------------------|--------|---------------------|
| Toutes les branches | 0,7 | 4,7 |
| Économie privée | 0,9 | 4,7 |
| Industrie total | 1,3 | 6,5 |
| Chimie et pharmacie | 2,7 | 5,3 |
| Industrie des machines | 1,3 | 5,0 |
| Services total | 0,5 | 2,7 |
| Services économie privée | 0,7 | 2,7 |
| Services financiers | 0,9 | 1,8 |

5. Importance économique indirecte

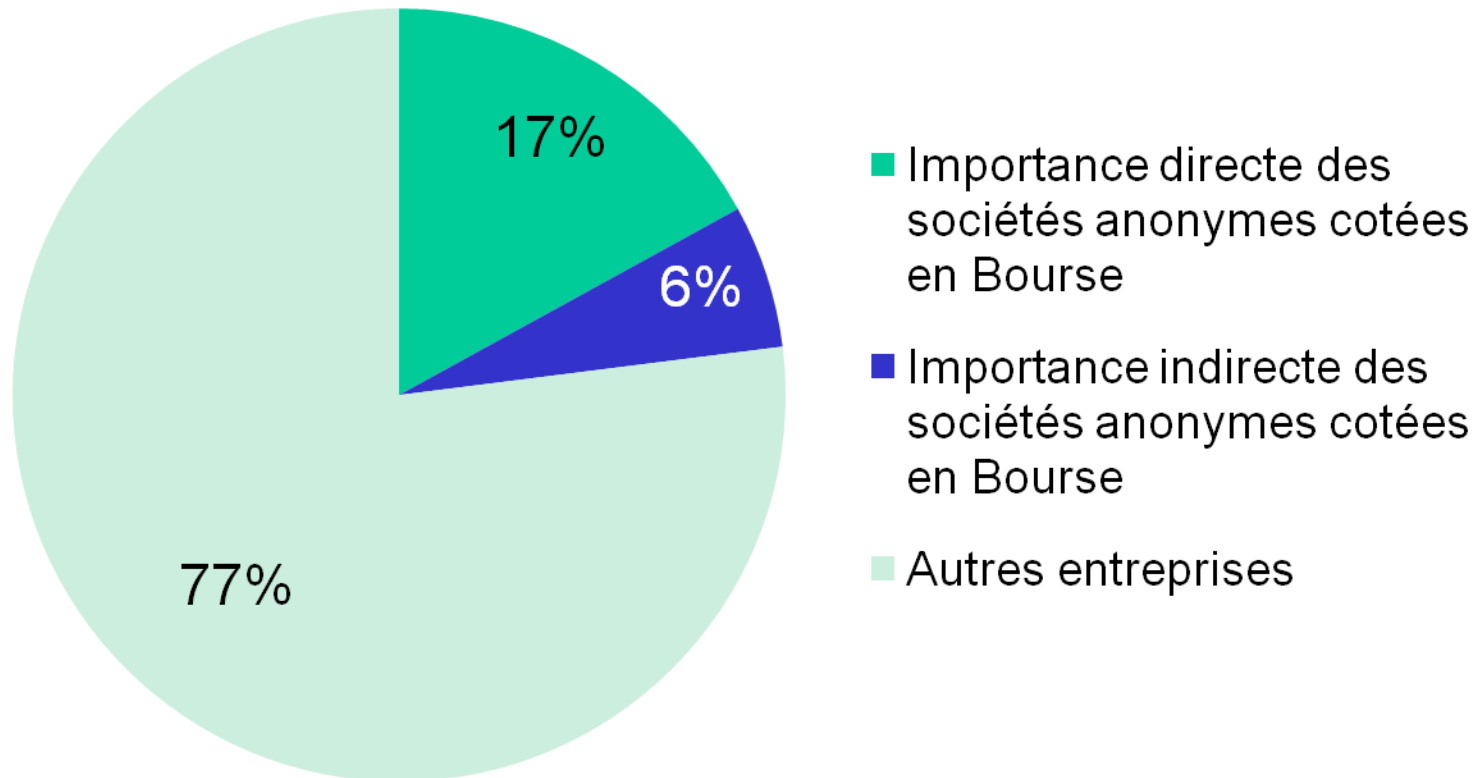
Rien qu'avec les prestations préalables, les SA cotées génèrent

- 6 % de la valeur ajoutée brute de la Suisse et
- 8 % des emplois en Suisse

Évaluation de l'impact indirect, moyenne 2007/08

| | | Impact direct | Impact indirect | Total |
|----------------------|----------------------------|---------------|-----------------|---------|
| Valeur ajoutée brute | en mio. fr. | 85'284 | 30'619 | 115'903 |
| | en % du total suisse | 17% | 6% | 24% |
| Emplois | en équivalents temps plein | 313'631 | 249'530 | 563'161 |
| | en % du total suisse | 10% | 8% | 17% |

Part des sociétés anonymes cotées en Bourse à la valeur ajoutée brute, impact direct et indirect, 2007/08



Les sociétés anonymes cotées en Bourse donnent des impulsions indirectes importantes

- Évolution et diffusion du savoir
Exemples :
 - Novartis : trois centres de recherche à Bâle
 - Roche : département développement avec plus de 1000 collaborateurs
 - Nestlé : Research Center à Lausanne
 - ABB : Corporate Research Center à Baden

- Contribution à la qualification des travailleurs
 - Institute for Management Development (IMD)
 - Elles embauchent beaucoup de diplômés de hautes écoles

- Amélioration de l'environnement entrepreneurial
 - Novartis Venture Funds (650 mio. USD)
 - Venture Capital de Nestlé (1,2 mrd fr.)

6. Conclusions


Les sociétés anonymes suisses cotées en Bourse ...

- représentent une part importante des entreprises suisses à vocation internationale,
- sont souvent des entreprises de grande taille dans une phase avancée d'internationalisation,
- sont des acteurs importants au sein de pôles de compétences majeurs en Suisse.

Presentation

Étude sur les sociétés anonymes

Conférence de presse d'économiesuisse
Zurich, le 14 décembre 2009
David P. Frick



Good Food, Good Life


1. Nestlé en Suisse

Quelques chiffres sur Nestlé en Suisse

Nestlé auf einen Blick

| Catégorie | Schweiz | Übrige Länder |
|-------------------------|---------------|-----------------|
| Umsatz | CHF 2066 Mio. | CHF 107834 Mio. |
| Mitarbeiter | 8957 | 274043 |
| Investitionen | CHF 541 Mio. | CHF 4328 Mio. |
| Forschung & Entwicklung | CHF 389 Mio. | CHF 1591 Mio. |

■ Schweiz
 ■ Übrige Länder

Good Food, Good Life DFieMo 

1. Nestlé en Suisse

Plus de 20 % des exportations de l'industrie agroalimentaire suisse en 2007 ...
et la tendance est à la hausse



| | 2007 |
|--|------------------|
| Gesamtwert der Ausfuhren der Schweizer Industrie | CHF 206 252 Mio. |
| Ausfuhr der Lebensmittelindustrie | CHF 7 463 Mio. |
| Ausfuhr von Nestlé | CHF 1 696 Mio. |

Quelle: BFS, 2008, Nestlé

| | 2008 |
|----------------------------------|----------------|
| Umsatz von Nestlé in der Schweiz | CHF 2 066 Mio. |
| Ausfuhr von Nestlé | CHF 2 123 Mio. |
| Investitionen | CHF 541 Mio. |

Quelle: Nestlé

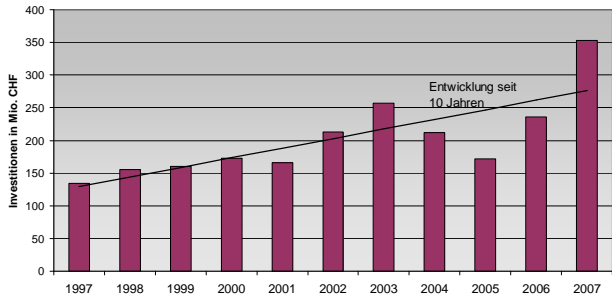
1. Nestlé in der Schweiz

Recherche et développement et les investissements en Suisse
au cours des dix dernières années



| | 2008 |
|---|----------------|
| Forschungs- und Entwicklungskosten insgesamt | CHF 1 980 Mio. |
| Forschungs- und Entwicklungskosten in der Schweiz | CHF 389 Mio. |

Quelle: Nestlé



2. Les avantages concurrentiels de la Suisse

- Études de la HTW de Coire, d'Ernst & Young, etc.
- Sécurité juridique et fiabilité
- Droit des entreprises flexible (« Delaware » européen)
- Répartition sensée des compétences et des responsabilités
- Concurrence qui régule le marché ^{cdb1}

3. Gouvernance d'entreprise suisse

État actuel (de lege lata)

- Principe : bonne pratique internationale ; exception pour la rémunération ?
- Droit des sociétés et droit boursier
- Code suisse de bonne pratique
- Annexe sur la rémunération
- Gouvernance d'entreprise et rapport de rémunération
- Pratique des entreprises : « say on pay » des actionnaires



cdb1 je ne sais comment dire de manière plus jolie/simple..
caroline.debuman; 11.12.2009

3. Gouvernance d'entreprise suisse

Propositions (de lege ferenda)

- Étude de Holger Fleischer comparant plusieurs législations
- « Say on pay » : le vote consultatif devient une bonne pratique
- Garantie d'une répartition claire des compétences entre le CA et la direction
- Les rémunérations flexibles restent admises
- Le CA continue à se constituer lui-même
- CA et autres acteurs restent responsables sur le plan civil


4. Étude comparative

| | Droits des actionnaires dans le cadre du débat sur les rémunérations |
|---|---|
| A l'étranger | Tendance « say on pay » : vote consultatif sur le rapport de rémunération |
| Code suisse et CO | « Say on pay » en option |
| Révision du droit de la SA  | – Obligatoire et contraignant : rémunération du CA (montant) Obligatoire et consultatif : rémunération de la direction (montant) |
| <u>Minder</u>  | <u>Obligatoire et contraignant :</u> Rémunération du CA <u>et de la direction</u> (montant) |

4. Étude comparative

| | Prescriptions et interdictions de certaines rémunérations |
|---|---|
| A l'étranger | Devoir de diligence et obligation de publication |
| Code suisse et CO | Dito |
| Révision du droit de la SA  | Durcissement du devoir de diligence et de l'obligation de publication |
| <u>Minder</u>  | <u>Interdictions étatiques</u> |

4. Étude comparative

| | Sanctions |
|---|--|
| A l'étranger | Règle : responsabilité civile Pas de peines de prison |
| Code suisse et CO | Responsabilité civile (CO) Pas de peines de prison |
| Révision du droit de la SA | Responsabilité civile Pas de peines de prison |
| <u>Initiative Minder</u>  | <u>Obligatoire : amendes et peines de prison</u> |

Conclusion : le droit de la SA, avantage concurrentiel

« Si la Suisse devait abandonner son droit des sociétés libéral pour des dispositions lourdes et restrictives, elle perdrait de son attrait au profit des places économiques étrangères. »

(tiré du message du Conseil fédéral relatif à l'initiative populaire « contre les rémunérations abusives » du 5 décembre 2008)

Die volkswirtschaftliche Bedeutung börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften

Studie zuhanden von economiesuisse, Verband der Schweizer Unternehmen

Prof. Dr. Christian Hauser
Prof. Dr. Heinz Hauser
Prof. Dr. Peter Moser

Chur, 7. Dezember 2009

Inhalt

| | |
|---|----|
| Zusammenfassung | 4 |
| Résumé | 5 |
| Riassunto..... | 6 |
| 1. Auftrag | 7 |
| 2. Methodik und Vorgehen | 8 |
| 2.1. Zielgruppe..... | 8 |
| 2.2. Datenquellen | 8 |
| 2.3. Berechnungsmethoden | 9 |
| 2.4. Repräsentativität der Befragung..... | 10 |
| 3. Direkte Bedeutung börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften..... | 11 |
| 3.1. Beschäftigung und Ausbildung..... | 11 |
| 3.2. Bruttowertschöpfung | 12 |
| 3.3. Exporte und Direktinvestitionen..... | 14 |
| 3.4. Forschung und Entwicklung | 14 |
| 3.5. Unternehmenssteuern | 15 |
| 3.6. Fazit: Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften sind ein wichtiger Teil der international ausgerichteten Schweizer Wirtschaft | 16 |
| 4. Kennzeichen börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften..... | 17 |
| 4.1. Unternehmensgrösse | 17 |
| 4.2. Arbeitsplätze und Löhne..... | 18 |
| 4.3. Internationalisierungsgrad | 19 |
| 4.4. Forschungsintensität | 20 |
| 4.5. Fazit: Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften sind gross, produktiv und multinational | 21 |
| 5. Indirekte Effekte börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften | 22 |
| 5.1. Wertschöpfung und Beschäftigung aufgrund von Vorleistungsbezügen | 22 |
| 5.2. Entwicklung und Diffusion von Wissen..... | 24 |
| 5.3. Beitrag zur Qualifizierung von Arbeitskräften..... | 25 |

| | | |
|------|---|----|
| 5.4. | Verbesserung des Umfelds für Unternehmertum..... | 25 |
| 5.5. | Fazit: Von börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften gehen wichtige indirekte Impulse aus | 25 |
| 6. | Schlussfolgerungen | 27 |
| 7. | Quellenverzeichnis | 28 |
| | Anhang 1: Fragebogen..... | 30 |
| | Anhang 2: Methoden zur Berechnung der Bruttowertschöpfung | 36 |

Zusammenfassung

Diese Studie untersucht die volkswirtschaftliche Bedeutung von börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften. Die Analyse basiert einerseits auf einer Befragung von 249 Schweizer Aktiengesellschaften, deren Aktien an einer Börse in der Schweiz oder im Ausland gehandelt werden, andererseits werden von Bloomberg publizierte Unternehmensdaten ausgewertet. Dank diesen beiden Datenquellen ist es möglich, die inländischen Aktivitäten aller börsenkotierten schweizerischen Gesellschaften abzuschätzen.

Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften bilden einen wichtigen Teil der international ausgerichteten Schweizer Wirtschaft. Sie beschäftigen 2008 direkt elf Prozent aller Erwerbstätigen in der Schweiz und erarbeiten zwischen 16 und 18 Prozent des schweizerischen Bruttoinlandsprodukts. Sie sind für 31 Prozent aller Warenexporte verantwortlich und beschäftigen etwa 54 Prozent des im Ausland tätigen Personals von schweizerischen Unternehmen. 51 Prozent aller Forschungs- und Entwicklungsaufwendungen der Schweizer Privatwirtschaft werden von börsenkotierten Unternehmen erbracht und sie kommen für 42 Prozent der schweizerischen Unternehmenssteuern auf.

Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften beschäftigen mehr Personal, haben erheblich produktivere Arbeitsplätze, zahlen etwas höhere Bruttolöhne und sind forschungsorientierter als der Durchschnitt der Schweizer Firmen. An der Börse kotierte Gesellschaften sind vielfach Grossunternehmen in einer fortgeschrittenen Phase der Internationalisierung. Sie produzieren weltweit an verschiedenen Standorten und bedienen entsprechend die Auslandsmärkte vermehrt von ihren ausländischen Produktionsstätten. Die Schweiz ist Standort ihres Headquartars und auch ein wichtiger, aber nicht der einzige Forschungsplatz. Ein grosser Teil der Produktion findet jedoch im Ausland statt, die Produktion im Inland bleibt aber für die Schweiz bedeutsam.

Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften sind auf vielfältige Weise mit der schweizerischen Volkswirtschaft verbunden und beeinflussen diese über verschiedene Kanäle. Über die Zulieferketten werden zusätzlich sechs Prozent der Wertschöpfung und acht Prozent der Beschäftigung in der Schweiz indirekt durch börsenkotierte Firmen ausgelöst. Aufgrund ihrer ausgeprägten Forschungsorientierung und ihres Engagements in der Weiterbildung der Mitarbeitenden leisten sie einen Beitrag zur Stärkung des Forschungs- und Arbeitsplatzes Schweiz. Viele börsenkotierte Aktiengesellschaften sind wichtige Akteure innerhalb bedeutender Cluster der Schweiz. Sie tragen erheblich zur Produktivität dieser Netzwerke bei und profitieren im Gegenzug von anderen Unternehmen und Institutionen solcher Cluster.

Résumé

Cette étude s'intéresse à l'importance économique des sociétés anonymes cotées en Bourse. L'analyse se fonde, d'une part, sur une enquête menée auprès de 249 sociétés anonymes suisses dont les actions sont cotées en Bourse en Suisse ou à l'étranger et, d'autre part, sur une évaluation des données relatives à ces entreprises publiées par Bloomberg. Grâce à ces deux sources de données, il est possible d'évaluer les activités sur le sol helvétique de toutes les sociétés suisses cotées en Bourse.

Les sociétés anonymes suisses cotées en Bourse représentent une part importante de l'économie suisse à vocation internationale. En 2008, elles employaient 11 % des travailleurs en Suisse et ont généré entre 16 % et 18 % du produit intérieur brut. Elles sont à l'origine de 31 % des exportations de marchandises et représentent 54 % environ des emplois proposés par les entreprises suisses à l'étranger. A l'heure actuelle, 51 % des dépenses de recherche-développement de l'économie privée suisse et 42 % de l'impôt sur les entreprises suisses proviennent des entreprises cotées en Bourse.

Par rapport à la moyenne des entreprises suisses, les sociétés anonymes suisses cotées en Bourse emploient davantage de personnel, proposent des emplois affichant une productivité nettement plus forte, paient des salaires bruts légèrement plus élevés et sont plus actives dans la recherche. Les entreprises cotées en Bourse sont souvent des entreprises de grande taille dans une phase avancée d'internationalisation. Elles possèdent plusieurs sites de production à travers le monde et approvisionnent de plus en plus les marchés étrangers depuis leurs sites à l'étranger. Elles ont leur siège en Suisse et effectuent une partie importante de la recherche dans notre pays mais pas la totalité. Même si une grande partie de la production se déroule à l'étranger, la production effectuée sur le sol suisse reste importante pour notre pays.

Les liens des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse avec l'économie suisse sont de diverses natures, de sorte que ces entreprises influencent l'économie par divers canaux. Leurs fournisseurs, par exemple, créent 6 % de la valeur ajoutée et représentent 8 % des emplois en Suisse. Du fait de leurs activités de recherche poussées et de leur engagement en faveur de la formation continue de leurs collaborateurs, ces entreprises contribuent à renforcer la recherche et l'emploi en Suisse. De nombreuses sociétés anonymes cotées en Bourse jouent un rôle important dans des pôles de compétence majeurs en Suisse. Elles contribuent considérablement à la productivité de ces réseaux et tirent parti de la présence des autres entreprises et institutions faisant partie de ces pôles de compétences.

Riassunto

Questo studio esamina l'importanza economica delle società anonime quotate in Borsa. L'analisi si basa, da una parte, su un'inchiesta condotta presso 249 società anonime svizzere, le cui azioni sono quotate in Borsa in Svizzera o all'estero e, dall'altra parte, su una valutazione dei dati (pubblicati da Bloomberg) concernenti queste imprese. Grazie a queste due fonti, è possibile valutare le attività sul suolo elvetico di tutte le società svizzere quotate in Borsa.

Le società anonime svizzere quotate in Borsa rappresentano una quota importante delle imprese svizzere con un orientamento internazionale. Nel 2008, esse occupavano in Svizzera l'11% dei lavoratori e costituivano una parte del PIL compresa tra il 16% e il 18%. Esse sono all'origine del 31% delle esportazioni di merci e rappresentano circa il 54% degli impieghi offerti dalle imprese svizzere all'estero. Il 51% delle spese per la ricerca e lo sviluppo dell'economia privata vengono apportate proprio dalle imprese quotate in Borsa, le quali pagano il 42% delle imposte sulle persone giuridiche.

Le società anonime svizzere quotate in Borsa occupano una percentuale importante di personale, offrono impieghi con un'alta produttività, pagano salari lordi sopra la media e sono più attive nella ricerca rispetto alla media delle imprese svizzere. Le imprese quotate in Borsa sono spesso delle imprese di grandi dimensioni in una fase avanzata d'internazionalizzazione. Esse possiedono vari luoghi di produzione in tutto il mondo e approvvigionano i mercati esteri attraverso i loro luoghi di produzione all'estero. Esse hanno la loro sede e i loro centri di ricerca in Svizzera. Anche se una grande parte della produzione avviene all'estero, la produzione effettuata su territorio svizzero rimane importante per il nostro paese.

Le società anonime svizzere quotate in Borsa intrecciano numerose relazioni con l'economia svizzera e influenzano quest'ultima attraverso diversi canali. Inoltre, esse creano indirettamente il 6% del valore aggiunto e l'8% degli impieghi in Svizzera. A seguito della loro intensa attività di ricerca e del loro impegno a favore della formazione continua dei loro collaboratori, esse contribuiscono a rafforzare la ricerca e l'occupazione. Numerose società anonime quotate in Borsa sono degli attori importanti nel contesto dei cluster. Esse contribuiscono considerevolmente alla produttività di queste reti e beneficiano a loro volta delle altre imprese e istituzioni appartenenti a questi cluster.

1. Auftrag

In der eidgenössischen Politik wird zurzeit über die Volksinitiative «gegen die Abzockerei» (Initiative Minder) diskutiert. Diese will die Form der Corporate Governance von börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften detailliert festschreiben. Diese Gruppe von Unternehmen umfasst 274 Schweizer Aktiengesellschaften, die in der Schweiz börsenkotiert sind, und zusätzlich einige schweizerische Gesellschaften, deren Aktien ausschliesslich an ausländischen Börsen gehandelt werden. Angesichts der etwa 340'000 aktiven Unternehmen ist dies eine kleine Zahl. Jedoch ist die Anzahl der Unternehmen ein schlechtes Mass, um die volkswirtschaftliche Bedeutung abzubilden.

Die offizielle Statistik weist keine Daten über die Gruppe der börsenkotierten Unternehmen aus. Das Bundesamt für Statistik wertet ausgewählte Daten nach der Unternehmensgrösse aus. Diese definiert sich nach der Anzahl Beschäftigten und nicht nach der Gesellschaftsform oder der Kotierung an der Börse. Aus diesem Grund hat economiesuisse die Forschungsstelle für Wirtschaftspolitik der Hochschule für Technik und Wirtschaft HTW Chur beauftragt, die Bedeutung der börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften für die Volkswirtschaft und für den Standort Schweiz zu ermitteln. Dabei stehen drei Fragen im Vordergrund:

- Welchen Beitrag leisten börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften an die Beschäftigung, Wertschöpfung, Internationalisierung, Innovationen und an die Steuererträge der Schweiz?
- Inwiefern unterscheiden sich börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften vom Durchschnitt aller schweizerischen Unternehmen?
- Inwieweit gehen von börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften Impulse für andere Unternehmen in der Schweiz und für die Volkswirtschaft als Ganzes aus?

Diese Studie wurde unter der Projektleitung von Prof. Dr. Peter Moser von folgendem Autorenteam erstellt:

Prof. Dr. Christian Hauser, Professor für internationales Management, Schweizerisches Institut für Entrepreneurship (SIFE) der Hochschule für Technik und Wirtschaft HTW Chur
christian.hauser@htwchur.ch

Prof. Dr. Heinz Hauser, em. Professor für Aussenwirtschaft an der Universität St. Gallen
heinz.hauser@unisg.ch

Prof. Dr. Peter Moser, Professor für Volkswirtschaftslehre, Leiter der Forschungsstelle für Wirtschaftspolitik (FoW) der Hochschule für Technik und Wirtschaft HTW Chur
peter.moser@htwchur.ch

2. Methodik und Vorgehen

In diesem Abschnitt legen wir dar, wie die Zielgruppe der Studie bestimmt und mit welchen Methoden die Daten erhoben und ausgewertet wurden.

2.1. Zielgruppe

Die Zielgruppe dieser Studie ist eine verhältnismässig kleine Zahl von Unternehmen. Gemäss der Handelsregisterstatistik für 2008 sind von den insgesamt 513'898 registrierten Gesellschaften 183'888 Aktiengesellschaften (Zentraler Firmenindex, 2009). Nicht alle diese Gesellschaften sind jedoch wirtschaftlich aktiv. Das Bundesamt für Statistik (2009f) zählte im Jahr 2004 339'266 aktive Unternehmen, davon 89'139 aktive Aktiengesellschaften. Unser Interesse richtet sich auf jene Aktiengesellschaften schweizerischen Rechts, die börsenkotiert sind. Zur Zeit der Durchführung dieser Studie (Juni 2009) waren 246 Schweizer Aktiengesellschaften an der SIX Swiss Exchange (Zürich) kotiert und zusätzlich 28 Unternehmen an der BX Berne eXchange (ohne doppelkotierte Firmen). Zudem existieren Schweizer Aktiengesellschaften, die ausschliesslich im Ausland kotiert sind. Über diese Gruppe gibt es keine Statistiken, es konnten jedoch fünf solche Firmen ermittelt und berücksichtigt werden. Von den insgesamt ermittelten 279 börsenkotierten Aktiengesellschaften haben wir auf die Erfassung der 30 börsenkotierten Investmentgesellschaften verzichtet, weil diese sehr wenig Mitarbeitende beschäftigen. Diese Studie konzentriert sich im Folgenden auf 249 börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften (im Folgenden als B-AG bezeichnet).

Tabelle 1: Zielgruppe der Studie

| Unternehmenskategorie | Anzahl |
|-------------------------------------|---------|
| Registrierte Gesellschaftsformen | 513'898 |
| Registrierte Aktiengesellschaften | 183'888 |
| Aktive Unternehmen | 339'266 |
| Aktive Aktiengesellschaften | 89'139 |
| Börsenkotierte Aktiengesellschaften | 279 |
| Zielgruppe | 249 |

Quellen: Bundesamt für Statistik, Unternehmensdemographie, Zentraler Firmenindex des Handelsregisters, SIX Swiss Exchange und BX Berne eXchange.

2.2. Datenquellen

Die Studie beruht auf zwei Datenquellen. Zum einen stützen wir uns auf Daten von Bloomberg. Bloomberg stellt Daten aus den Geschäftsberichten von 232 der zu untersuchenden 249 Firmen bereit. Diese Daten betreffen die gesamten weltweiten Aktivitäten der Unternehmen. Da

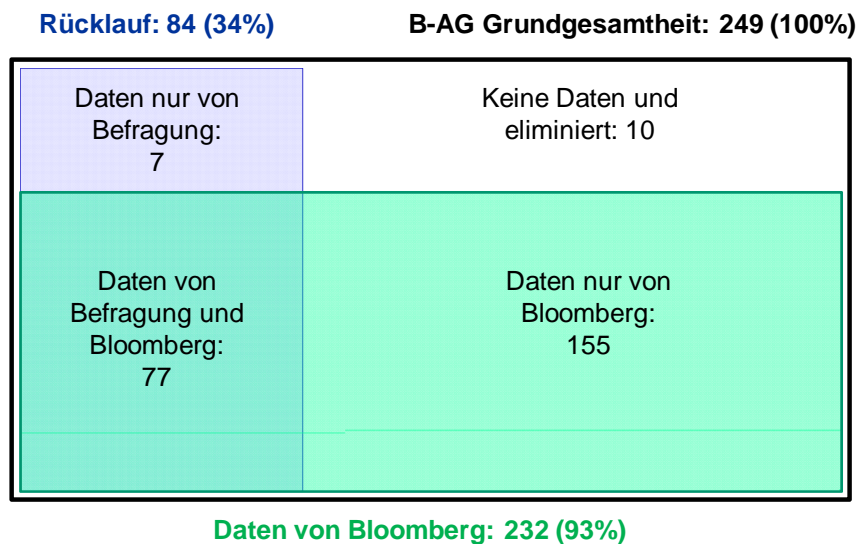
wir uns aber im Speziellen für die Aktivitäten am Standort Schweiz interessieren, haben wir zusätzlich im Sommer 2009 eine Befragung aller 249 Unternehmen durchgeführt. Der Fragebogen ist im Anhang abgedruckt. Dank intensivem Nachfassen sind insgesamt 84 Fragebogen retourniert worden, was einem Rücklauf von 34 Prozent entspricht.

Abbildung 1 veranschaulicht die Datenlage aufgrund der beiden Datenquellen. Von 77 der 249 Unternehmen haben wir sowohl Daten von Bloomberg als auch von unserer Befragung, bei sieben Firmen verfügen wir über Befragungsdaten, aber über keine Angaben von Bloomberg. Ausschliesslich Daten von Bloomberg haben wir über 155 Gesellschaften. Insgesamt verfügen wir über Informationen von 232 der zu untersuchenden 249 Unternehmen, wenn auch nicht zu allen uns interessierenden Aspekten. Bei den wenigen Unternehmen, über die wir weder von Bloomberg noch durch unsere Befragung Informationen erhalten haben, haben wir individuell im Internet recherchiert und Daten auf diese Weise erhoben, falls

- diese Gesellschaft substantielle Aktivitäten in der Schweiz nachweist,
- mehr als zehn Mitarbeitende beschäftigt,
- einen Umsatz oder eine Bilanzsumme von über 3 Mio. Franken erwirtschaftet und
- ein Geschäftsbericht elektronisch erhältlich ist.

Mit diesem Verfahren haben wir zwei Unternehmen nacherhoben und zehn Gesellschaften aus unserer Untersuchung entfernt.

Abbildung 1: Datenlage



2.3. Berechnungsmethoden

Wir machen in dieser Studie Aussagen über die Gesamtheit aller börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften. Präzise Angaben zu den Aktivitäten dieser Gesellschaften in der Schweiz liegen lediglich von unseren Befragungsdaten vor. Bloomberg liefert ausschliesslich weltweite Angaben. Deshalb haben wir für die 155 Unternehmen mit Daten von Bloomberg, aber ohne Befragungsdaten, eine Hochrechnung über deren Aktivitäten in der Schweiz erstellt. Dabei ha-

ben wir angenommen, dass Unternehmen derselben Branche und ähnlicher Grösse sich gleich verhalten. Es wurde folgendes Vorgehen gewählt:

- Die Unternehmen mit Befragungsdaten wurden nach Grössenklassen (unter 250, 250 bis 999, 1000 bis 2999 und 3000 und mehr Mitarbeitende) und Branchen (Industrie, Finanzdienstleistungen, Immobilienwesen, übrige Dienstleistungen) gruppiert.
- Für jede Gruppe wurde der durchschnittliche Anteil der schweizerischen an den weltweiten Aktivitäten berechnet.
- Diese Mittelwerte wurden auf jene Unternehmen übertragen, für die wir über Angaben von Bloomberg, aber über keine Fragebogendaten verfügen.

Auf diese Weise können wir die schweizerischen Aktivitäten aller börsenkotierten Unternehmen schätzen. Unsere Resultate beziehen sich auf diese hochgerechneten Werte.

2.4. Repräsentativität der Befragung

Die Unternehmen, die den Fragebogen retourniert haben, sind im Vergleich zur Datenbasis von Bloomberg grössere Gesellschaften, sowohl bezüglich der Beschäftigung als auch des Nettoumsatzes (siehe Tabelle 2). Durch die Bildung von vier Grössenklassen bei der Hochrechnung haben wir diesen Effekt berücksichtigt. Dass uns vor allem grössere Unternehmen geantwortet haben, zeigt sich auch an der Börsenkapitalisierung. Die 84 antwortenden Unternehmen decken 74 Prozent der Börsenkapitalisierung ab. Die Datenbasis aus Fragebogen und Bloomberg umfasst Unternehmen, die zusammen 96 Prozent der Börsenkapitalisierung ausmachen. Damit steht unsere Hochrechnung auf einer soliden Datenbasis.

Tabelle 2: Repräsentativität der Befragung

| Vergleichskriterien | Daten Fragebogen | Daten Bloomberg | Daten Fragebogen in % Bloomberg | Datenbasis Studie |
|---------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|---------------------------------|------------------------------|
| Beschäftigung 2008 | | | | |
| Mittelwert | 13'029 | 7'910 | 165% | 7'632 |
| Minimum | 0 | 2 | | 0 |
| Maximum | 283'000 | 283'000 | | 283'000 |
| Summe | 1'068'374 | 1'574'167 | 68% | 1'618'039 |
| Anzahl Beobachtungen | 82 | 199 | 41% | 212 |
| Nettoumsatz 2008 (in Mio. Fr.) | | | | |
| Mittelwert | 6'077 | 3'548 | 171% | 3'507 |
| Minimum | 5 | 0 | | 0 |
| Maximum | 109'908 | 109'908 | | 109'908 |
| Summe | 364'614 | 823'168 | 44% | 827'631 |
| Anzahl Beobachtungen | 60 | 232 | 26% | 236 |
| Börsenkapitalisierung | | | | |
| Summe (in Mio. Fr.) | Daten Fragebogen 624'413 | Börse SIX und BX 808'335 | Fragebogen in % Börsen 77% | Datenbasis Studie 808'335 |

Quellen: Bloomberg, SIX Swiss Exchange und BX Berne eXchange, eigene Erhebung.

3. Direkte Bedeutung börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften

In diesem Abschnitt zeigen wir auf, welche Bedeutung den börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften für die schweizerische Volkswirtschaft zukommt. Dabei untersuchen wir folgende Aspekte:

- Beschäftigung und Ausbildung
- Wertschöpfung
- Exporte und Direktinvestitionen im Ausland
- F+E-Ausgaben
- Unternehmenssteuern

3.1. Beschäftigung und Ausbildung

Die börsenkotierten Aktiengesellschaften beschäftigen über 350'000 Mitarbeitende (in Vollzeit-äquivalenten) in der Schweiz und damit insgesamt etwa elf Prozent aller Beschäftigten. Wenn wir den weit gefassten öffentlichen Sektor (hier definiert als die öffentliche Verwaltung, Landesverteidigung, Sozialversicherungen, das Unterrichts-, Gesundheits- und Sozialwesen) ausklammern, haben 13 Prozent aller in der Marktwirtschaft tätigen Personen ihre Stelle bei einer börsenkotierten Aktiengesellschaft. Besonders hohe Beschäftigungsanteile weist diese Gesellschaftsform bei den Finanzdienstleistungen mit 46 Prozent und in der Chemie- und Pharmabranche mit 42 Prozent auf. Betrachtet man ausschliesslich die Aktiengesellschaften, beschäftigen die börsenkotierten Firmen einen Fünftel aller Beschäftigten dieser Gesellschaftsform.

Tabelle 3: Beschäftigungsanteile, 2008 (in Vollzeitäquivalenten)

| Branchen | Schweiz total | B-AG in der Schweiz | B-AG in Prozent |
|---------------------------------------|---------------|------------------------|--------------------|
| Alle Branchen | 3'341'923 | 357'747 | 11% |
| Aktiengesellschaften (CH 2005) | 1'747'638 | 357'747 | 20% |
| Marktwirtschaft | 2'650'248 | 357'747 | 13% |
| Öffentlicher Sektor | 691'675 | 0 | 0% |
| Industrie total | 987'478 | 225'654 | 23% |
| Chemie und Pharma | 108'383 | 45'193 | 42% |
| Maschinenindustrie | 281'695 | 49'095 | 17% |
| Baugewerbe | 286'658 | 12'186 | 4% |
| Dienstleistungen total | 2'354'445 | 132'093 | 6% |
| Dienstleistungen ohne öffentl. Sektor | 1'662'770 | 132'093 | 8% |
| Finanzdienstleistungen | 194'771 | 89'558 | 46% |
| Immobilienwesen | 4'276 | 203 | 5% |

Quellen: Bundesamt für Statistik, Beschäftigungsstatistik und Unternehmensdemographie (Annahme bei Aktiengesellschaften: Teilzeit entspricht 50-Prozent-Anstellung); börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der Befragungsergebnisse. Marktwirtschaft Schweiz total ohne die Beschäftigung im öffentlichen Sektor (definiert als öffentliche Verwaltung, Landesverteidigung, Sozialversicherungen, Unterrichtswesen und Gesundheits- und Sozialwesen).

Börsenkotierte Aktiengesellschaften sind wichtige Rekrutierer von Hochschulabsolvierenden. Eine Hochrechnung auf die Gesamtmenge war bei dieser Frage nicht möglich. Die uns antwortenden 75 Unternehmen haben in der Schweiz im Jahr 2007 3507 Hochschulabsolvierende eingestellt. Damit tritt jeder fünfte Hochschulabsolvierende bei diesen Firmen die erste Stelle an.

Tabelle 4: Ausbildungsanteil

| | Schweiz | B-AG in der Schweiz (aus Befragung) | Anzahl Beobachtungen | B-AG in % |
|---|---------|--|----------------------|--------------|
| Lernende in der beruflichen Grundausbildung | 220'631 | 8'269 | 75 | 3,7% |
| Abschlüsse und Einstellung von Hochschulabsolvierenden (2007) | 16'663 | 3'507 | 57 | 21,0% |

Quellen: Bundesamt für Statistik, Statistik der Schüler und Studierenden und Statistik der Bildungsabschlüsse; börsenkotierte Unternehmen: Antworten aus Befragung.

Der Vergleich mit anderen Untersuchungen legt nahe, dass unser Resultat eine vorsichtige Schätzung der inländischen Beschäftigung von börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften darstellt. Die Schweizerische Nationalbank (2008a, S. 12) publiziert in ihrer Direktinvestitionsstatistik für 2007, dass 811'000 Personen in der Schweiz für schweizerische Direktinvestoren arbeiten. Diese Zahl ist mehr als doppelt so gross wie unsere Schätzung. Dieser Unterschied erklärt sich zum Teil dadurch, dass die Statistik der Nationalbank Unternehmen einschliesst, die nicht börsenkotiert sind. Zudem sorgt die Erfassungsschwelle von 10 Mio. Franken Kapitalbestand im Ausland dazu, dass auch vorwiegend auf dem Schweizer Markt orientierte Firmen (wie etwa Detailhandelsgesellschaften mit ihrer grossen schweizerischen Beschäftigung) in der Direktinvestitionsstatistik berücksichtigt werden, jedoch bei unserer Untersuchung nicht eingeschlossen sind.

3.2. Bruttowertschöpfung

Die börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften produzieren am Standort Schweiz einen Umsatz von zirka 146 Mrd. Franken. Die eigene firmeninterne Bruttowertschöpfung beträgt 2008 83 Mrd. Franken, was 16 Prozent des schweizerischen Bruttoinlandprodukts entspricht und einem Fünftel der Wertschöpfung im marktwirtschaftlichen Bereich gleichkommt. Vor der Wirtschaftskrise im Jahr 2007 lag der Anteil am schweizerischen Bruttoinlandprodukt sogar bei 18 Prozent. Würden wir die börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften als einen eigenen Kanton auffassen, wären sie nach dem Kanton Zürich und vor dem Kanton Bern der wertschöpfungsmässig zweitwichtigste Kanton.

Tabelle 5: Anteil an der Bruttowertschöpfung nach Sektoren, 2008 (in Mio. Franken)

| Branche | Schweiz | B-AG in der Schweiz | B-AG in Prozent |
|------------------------|---------|------------------------|--------------------|
| Alle Branchen | 510'719 | 82'978 | 16% |
| Industrie total | 143'782 | 40'570 | 28% |
| Dienstleistungen total | 361'014 | 42'408 | 12% |

Quellen: Bundesamt für Statistik, volkswirtschaftliche Gesamtrechnung; börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der Befragungsergebnisse.

Besonders ausgeprägt ist der Wertschöpfungsanteil bei den Finanzdienstleistungen mit 59 Prozent und in der Chemie- und Pharmabranche mit 57 Prozent. Insgesamt ist der Anteil in der Industrie (28 Prozent) grösser als im Dienstleistungssektor (zwölf Prozent). Der relativ kleine Anteil bei den Dienstleistungen entsteht dadurch, dass entweder kleinere Unternehmen oder andere Gesellschaftsformen (beispielsweise Genossenschaften im Detailhandel) vorherrschen. Eine Ausnahme von diesem Trend im Dienstleistungssektor sind die Finanzbranche und die Logistik und Kommunikation.

Tabelle 6: Anteil an der Bruttowertschöpfung nach Branchen, 2007 (in Mio. Franken)

| Branche | Schweiz | B-AG in der Schweiz | B-AG in Prozent |
|--------------------------------------|---------|------------------------|--------------------|
| Alle Branchen | 491'097 | 87'590 | 18% |
| Marktwirtschaft | 407'844 | 87'590 | 21% |
| Öffentlicher Sektor | 83'253 | 0 | 0% |
| Industrie total | 135'327 | 38'204 | 28% |
| Chemie und Pharma | 25'699 | 14'696 | 57% |
| Maschinenindustrie | 34'860 | 5'615 | 16% |
| Baugewerbe | 28'228 | 4'741 | 17% |
| Dienstleistungen total | 349'968 | 49'386 | 14% |
| Dienstleistungen ohne öffent. Sektor | 266'716 | 49'386 | 19% |
| Finanzdienstleistungen | 67'113 | 39'385 | 59% |

Quellen: Bundesamt für Statistik, volkswirtschaftliche Gesamtrechnung; börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der Befragungsergebnisse.

Die Grössenordnung unserer Hochrechnung ist konsistent mit anderen Untersuchungen. Eine Studie der Swiss-American Chamber of Commerce und der Boston Consulting Group (2007, S. 8) kommt für das Jahr 2004 zum Schluss, dass 24 Prozent des schweizerischen Bruttoinlandsprodukts durch schweizerische multinationale Firmen hergestellt werden. Ein Unternehmen gilt in dieser Untersuchung als multinational, wenn es den Hauptsitz in der Schweiz hat und mehr als 25 Prozent der Einkünfte im Ausland verdient und gleichzeitig mehr als 25 Prozent der Mitarbeitenden im Ausland beschäftigt. Der leicht höhere Wert dieser Studie entsteht dadurch, dass auch andere Gesellschaftsformen als börsenkotierte Aktiengesellschaften berücksichtigt sind.

3.3. Exporte und Direktinvestitionen

Die börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften exportieren von ihren Standorten in der Schweiz Güter im Wert von 63 Mrd. Franken und sind damit für 31 Prozent der schweizerischen Warenexporte verantwortlich.

Tabelle 7: Anteil an den Warenexporten, nach Branchen, 2008 (in Mio. Franken)

| Warengruppen | Schweiz | B-AG in der Schweiz | B-AG in Prozent |
|--------------------|---------|------------------------|--------------------|
| Alle Waren | 206'330 | 63'342 | 31% |
| Chemie und Pharma | 71'918 | 26'804 | 37% |
| Maschinenindustrie | 65'176 | 15'509 | 24% |

Quellen: Eidgenössische Zollverwaltung, Aussenhandelsstatistik; börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der Befragungsergebnisse.

Die börsenkotierten Unternehmen beschäftigen über 1,2 Millionen Personen im Ausland, also über dreimal mehr Mitarbeitende als in der Schweiz. Insgesamt arbeiten mehr als die Hälfte aller durch schweizerische Firmen im Ausland beschäftigten Mitarbeitenden bei börsenkotierten Aktiengesellschaften.

Tabelle 8: Anteil am Personalbestand Schweizer Direktinvestoren im Ausland, nach Branchen, 2007

| Branchen | Schweiz | B-AG in der Schweiz | B-AG in Prozent |
|------------------------|-----------|------------------------|--------------------|
| Alle Branchen | 2'350'238 | 1'265'167 | 54% |
| Industrie total | 1'244'610 | 914'437 | 73% |
| Chemie und Pharma | 283'751 | 204'677 | 72% |
| Maschinen und Uhren | 475'891 | 244'135 | 51% |
| Dienstleistungen total | 1'105'628 | 350'731 | 32% |
| Finanzdienstleistungen | 181'812 | 160'103 | 88% |

Quellen: Schweizerische Nationalbank, Direktinvestitionen; börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der Befragungsergebnisse.

3.4. Forschung und Entwicklung

Die börsenkotierten Aktiengesellschaften sind die Hauptträger der in der schweizerischen Privatwirtschaft getätigten Forschung und Entwicklung (F+E). Sie investieren jährlich etwa 6,7 Mrd. Franken in F+E und erbringen damit 51 Prozent der F+E-Aufwendungen der Privatwirtschaft in der Schweiz. Mit 5,4 Mrd. Franken tragen die Chemie- und Pharmaunternehmen den Hauptteil dieser Aufwendungen.

Die börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften betreiben F+E jedoch multinational und die Schweiz ist nur einer von mehreren Forschungsstandorten. Weltweit wenden sie über 24 Mrd. Franken für F+E auf und führen 28 Prozent der F+E-Aufwendungen in der Schweiz durch. Mit 39 Prozent ist dieser Anteil bei der Maschinenindustrie etwas höher als in der Chemie- und Pharmaindustrie.

Tabelle 9: Anteil an den F+E-Aufwendungen der Privatwirtschaft (in Mio. Franken)

| Branchen | Schweiz 2004 | B-AG in der Schweiz 2008 | B-AG in % | B-AG weltweit 2008 | B-AG Schweiz in % B-AG weltweit |
|--------------------|--------------|--------------------------|-----------|--------------------|---------------------------------|
| Industrie total | 13'145 | 6'749 | 51% | 24'239 | 28% |
| Chemie und Pharma | 7'464 | 5'366 | 72% | 19'154 | 28% |
| Maschinenindustrie | 1'856 | 855 | 46% | 2'191 | 39% |

Quellen: Bundesamt für Statistik, Forschung und Entwicklung (F+E)-Aufwendungen; börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der Befragungsergebnisse.

3.5. Unternehmenssteuern

Die börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften sind auch für den Fiskus bedeutend. Die uns zu dieser Frage antwortenden 80 Unternehmen deklarieren, dass sie im Jahre 2007 in der Schweiz Unternehmenssteuern von 3,3 Mrd. Franken bezahlt haben. Hochgerechnet auf die Gesamtzahl aller börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften, entspricht dies einem Wert von 7,5 Mrd. Franken. Damit kommt diese Unternehmensgruppe für 42 Prozent aller Ertrags- und Kapitalsteuern an Bund, Kantone und Gemeinden auf. Gemäss Bloomberg beträgt der weltweite Aufwand für Unternehmenssteuern 18,8 Mrd. Franken. Nach unseren Hochrechnungen fallen 40 Prozent dieses Aufwands in der Schweiz an.

Tabelle 10: Anteil an den Unternehmenssteuern, 2007

| | In Mio. Fr. | Anzahl Beobachtungen | In Prozent Schweiz total |
|---|-------------|----------------------|--------------------------|
| Schweiz total Ertrags- und Kapitalsteuern | 17'793 | | 100% |
| B-AG Hochrechnung | 7'521 | 173 | 42% |
| B-AG nur Fragebogen | 3'369 | 80 | 19% |
| B-AG weltweit (nur Bloomberg) | 18'839 | 152 | |

Quellen: Eidgenössische Finanzverwaltung, Einnahmen von Bund, Kantonen und Gemeinden; börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der Befragungsergebnisse und Bloomberg.

Der hohe Anteil, den diese Gesellschaftsform an die Ertrags- und Kapitalsteuern leistet, überrascht nicht, da gemäss der Eidgenössischen Steuerverwaltung (2009) die profitabelsten 2,7 Prozent der juristischen Personen für 90,8 Prozent der Einnahmen der direkten Bundessteuer aufkommen. Unsere Resultate decken sich in etwa mit Erkenntnissen anderer Studien. So schätzt SwissHoldings (2008, S. 12), dass international tätige Unternehmen etwa einen Drittel

der Gewinnsteuern von Bund, Kantonen und Gemeinden bezahlen. Die Credit Suisse (2009) legt dar, dass alleine die Bankbranche im Durchschnitt der Jahre 2005 bis 2007 3,2 bis 4,8 Mrd. Franken an Unternehmenssteuern abliefern. Schliesslich kommt eine Studie von economiesuisse und PricewaterhouseCoopers (2009) zum Schluss, dass die 58 der 500 grössten Firmen Unternehmenssteuern in der Schweiz von 4,5 Mrd. Franken bezahlen. Addiert man alle Steuern, welche die Unternehmen letztlich tragen müssen, so summiert sich die Steuerlast auf 6,5 Mrd. Franken (S. 22).

3.6. Fazit: Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften sind ein wichtiger Teil der international ausgerichteten Schweizer Wirtschaft

Schweizerische Aktiengesellschaften, deren Aktien an den Börsen gehandelt werden, bilden einen wichtigen Pfeiler der international ausgerichteten Schweizer Wirtschaft. Obwohl lediglich jeder neunte Beschäftigte bei dieser Unternehmensgruppe arbeitet, wird jeder sechste Franken durch diese Aktiengesellschaften erwirtschaftet, bei den Finanzdienstleistungen und der Chemie- und Pharmabranche ist es sogar jeder zweite Franken. Die starke internationale Ausrichtung wird auch dadurch sichtbar, dass jeder dritte Exportfranken von den börsenkotierten Gesellschaften verdient wird und jeder zweite ausländische Mitarbeitende von schweizerischen Direktinvestoren bei diesen Unternehmen arbeitet. Schliesslich sind börsenkotierte Unternehmen für jeden zweiten Franken an F+E-Aufwendungen und beinahe für jeden zweiten Franken an Unternehmenssteuern verantwortlich.

4. Kennzeichen börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften

In diesem Abschnitt untersuchen wir, inwieweit sich börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften vom Durchschnitt Schweizer Unternehmen unterscheiden, und diskutieren, welche gesamtwirtschaftliche Bedeutung von diesen Unterschieden ausgeht. Dabei unterscheiden wir folgende Aspekte:

- Unternehmensgrösse
- Arbeitsplätze und Löhne
- Internationalisierungsgrad
- Forschungsintensität

4.1. Unternehmensgrösse

Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften sind deutlich grösser als das durchschnittliche Unternehmen und auch als die durchschnittliche Aktiengesellschaft in der Schweiz. 83,5 Prozent aller börsenkotierten Aktiengesellschaften haben weltweit mehr als 250 Mitarbeitende, während bei allen Aktiengesellschaften in der Schweiz nur ein Prozent sich in dieser Grössenklasse befindet. Noch ausgeprägter ist die Verteilung der Beschäftigten. Während in der Schweizer Volkswirtschaft 32,5 Prozent der Erwerbstätigen in Grossunternehmen (mit mehr als 250 Mitarbeitenden) beschäftigt sind, sind börsenkotierte Gesellschaften fast ausschliesslich in dieser Grössenklasse zu finden.

Tabelle 11: Vergleich der Unternehmensgrösse

| Grössenklassen nach Vollzeitäquivalenten | 1–49 | 50–249 | 250 + |
|--|-------|--------|-------|
| Anteil der Unternehmen | | | |
| CH-Unternehmen 2005 | 97,9% | 1,8% | 0,3% |
| CH-Aktiengesellschaften 2004 | 94,1% | 5,0% | 0,9% |
| B-AG 2008 | 3,8% | 12,7% | 83,5% |
| Anteil der Beschäftigung | | | |
| CH-Unternehmen 2005 | 48,1% | 19,4% | 32,5% |
| CH-Aktiengesellschaften 2004 | 38,3% | 25,0% | 36,6% |
| B-AG 2008 | 0,0% | 0,2% | 99,8% |

Quellen: Bundesamt für Statistik, Betriebszählung und Unternehmensdemographie; börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der Befragungsergebnisse.

Diese Dominanz von Grossunternehmen an der Börse ist nicht überraschend, da in der Regel grössere Unternehmen am Kapitalmarkt Eigenkapital aufnehmen, während kleinere Firmen sich meist durch wenige Investoren ausserhalb institutionalisierter Märkte finanzieren können. Unternehmensgrösse ist aber auch ein Erfolgsindikator. Nur erfolgreiche Unternehmen können in einem wettbewerblichen Markt zu Grossunternehmen heranwachsen. Grösse ist jedoch ein vergangenheitsbezogener Indikator und kein Garant für zukünftiges Überleben. Insbesondere können Grossunternehmen in Krisen zu regionalen Klumpenrisiken werden.

4.2. Arbeitsplätze und Löhne

Börsenkotierte Unternehmen produzieren kapitalintensiv und bieten hochproduktive Arbeitsplätze. Ein Vergleich der Bruttowertschöpfung pro Vollzeitbeschäftigten zeigt, dass ein Mitarbeiter oder eine Mitarbeiterin einer börsenkotierten Aktiengesellschaft im Durchschnitt eine Wertschöpfung von 324'988 Franken produziert. Das ist zweieinhalb Mal mehr als im Schweizer Durchschnitt. Besonders ausgeprägt ist dieser Produktivitätsvorsprung im Dienstleistungsbe- reich, da vor allem hochproduktive Dienstleistungen wie Finanzdienstleistungen, Telekommuni- kation und Logistik von börsenkotierten Unternehmen erbracht werden.

Tabelle 12: Vergleich der Bruttowertschöpfung pro Beschäftigten, in Franken, 2007

| Branche | Schweiz | B-AG in der Schweiz | B-AG in Prozent |
|------------------------|---------|------------------------|--------------------|
| Alle Branchen | 122'706 | 324'988 | 265% |
| Industrie total | 137'999 | 270'782 | 196% |
| Chemie und Pharma | 233'341 | 356'238 | 153% |
| Maschinenindustrie | 126'175 | 121'012 | 96% |
| Baugewerbe | 93'239 | 340'226 | 365% |
| Dienstleistungen total | 121'081 | 384'524 | 318% |
| Finanzdienstleistungen | 302'355 | 439'678 | 145% |

Quellen: Bundesamt für Statistik, Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung; börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der Befragungsergebnisse.

Die hohe Arbeitsproduktivität der börsenkotierten Unternehmen kann auf zwei Ursachen beru- hen. Sie kann dank einer grösseren Kapitalausstattung oder aufgrund besser qualifizierter Mit- arbeitender entstehen. Unsere Ergebnisse legen die Vermutung nahe, dass der Kapitaleffekt der wichtigere Faktor ist und dass der Mitarbeitereffekt positiv, aber relativ klein ist. Da wir keine Daten zur Kapitalausstattung erhoben haben, vergleichen wir die Bruttolöhne (Tabelle 13). Im Durchschnitt verdienen die Mitarbeitenden börsenkotierter Aktiengesellschaften 20 Prozent mehr als die Mitarbeitenden in der Privatwirtschaft insgesamt und 13 Prozent mehr als Mitarbei- tende von Unternehmen mit 50 und mehr Beschäftigten. Wenn wir unterstellen, dass alle Be- schäftigten zum Grenzprodukt ihrer Arbeit entschädigt werden, dann können wir schliessen, dass die Mitarbeitenden börsenkotierter Firmen aufgrund ihrer Qualifikationen etwa 20 Prozent produktiver sind als der schweizerische Durchschnitt. Das erklärt aber nur einen kleinen Anteil

der Differenz in der Bruttowertschöpfung pro Arbeitsplatz. Daraus schliessen wir, dass der Kapitaleffekt den wesentlichen Grund für die hohe Arbeitsplatzproduktivität darstellt.

Tabelle 13: Vergleich der Bruttolöhne, Mittelwerte der Monatslöhne in Franken, 2006

| Branche | Schweiz | B-AG in der Schweiz | B-AG in Prozent |
|--|---------|------------------------|--------------------|
| Alle Unternehmen | 6'589 | 7'907 | 120% |
| Grossunternehmen (50 und mehr Beschäftigte) | 7'014 | 7'907 | 113% |
| Industrie (50 und mehr Beschäftigte) | 6'743 | 7'370 | 109% |
| Dienstleistungen (50 und mehr Beschäftigte) | 7'190 | 8'496 | 118% |

Quellen: Bundesamt für Statistik, Lohnstrukturerhebung; börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der Befragungsergebnisse.

4.3. Internationalisierungsgrad

Ein Vergleich des Internationalisierungsverhaltens börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften mit dem Durchschnitt der Schweiz zeigt ein interessantes Bild. Die börsenkotierten Industrieunternehmen exportieren etwa denselben Anteil ihres Umsatzes (49 Prozent) wie die Schweizer Industrieunternehmen als Ganzes. Bei der Chemie- und Pharmaindustrie und in der Maschinenbranche sind die Exportanteile der börsenkotierten Firmen sogar leicht tiefer. Das ist kein Gegensatz zum Befund in Tabelle 7, dass börsenkotierte Unternehmen für knapp einen Drittel aller schweizerischen Warenexporte aufkommen. Diese Unternehmensgruppe generiert jedoch ebenfalls etwa einen Drittel des in der Schweiz produzierten Umsatzes. Deshalb ist der Exportanteil am Umsatz vergleichbar gross.

Tabelle 14: Vergleich der Exportanteile am produzierten Umsatz in der Schweiz, 2007

| Branchen | Schweiz | B-AG in der Schweiz |
|--------------------|---------|------------------------|
| Industrie total | 53% | 49% |
| Chemie und Pharma | 83% | 52% |
| Maschinenindustrie | 65% | 57% |

Quellen: Eigene Berechnungen aufgrund von Daten des Bundesamts für Statistik, Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung und der Eidgenössischen Zollverwaltung, Aussenhandelsstatistik; börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der Befragungsergebnisse.

Demgegenüber sind börsenkotierte Aktiengesellschaften multinational ausgerichtet, das heisst, sie produzieren weltweit an verschiedenen Standorten und bedienen entsprechend die Auslandsmärkte vermehrt von ihren ausländischen Produktionsstätten. Das zeigt sich im verhältnismässig hohen Personalbestand im Ausland. Bei börsenkotierten Firmen kommen auf jeden Mitarbeitenden in der Schweiz 4,7 Mitarbeitende im Ausland, während für die Schweiz als Gan-

zes auf einen Beschäftigten im Inland 0,7 Personen im Ausland bei Schweizer Firmen arbeiten. Besonders ausgeprägt ist die multinationale Orientierung der Produktion und Beschäftigung bei börsenkotierten Industrieunternehmen. Diese produzieren etwa 70 Prozent ihres weltweiten Umsatzes im Ausland. Dabei beeinflussen die drei grössten Gesellschaften, Nestlé, Novartis und Roche, dieses Resultat stark.

Dank der globalen Verankerung dürften börsenkotierte Unternehmen auch als Internationalisierungshelfer für viele andere Firmen in der Schweiz wirken. Diese profitieren beispielsweise als Zulieferer von deren multinationalem Netzwerk und können sich so leichter auf den Weltmärkten etablieren. So ist bei der Internationalisierung eine klare Tendenz festzustellen, dass Unternehmen ihren Kunden ins Ausland folgen (vgl. Lehmann, 2008). Beispielhaft ist die Firma CEDES AG, die der weltweit zweitgrösste Hersteller von Lichtvorhängen ist mit etwa 400 Mitarbeitenden, zwei Drittel davon in der Schweiz. 1990 erhielt CEDES das Angebot, den Schweizer Aufzugshersteller Schindler exklusiv und weltweit mit Sensoren zu versorgen. Dies bedeutete einen massiven Umsatzzuwachs und eine beträchtliche Steigerung des Exports. In einer späteren Phase wurde der Exklusivvertrag aufgelöst und das Unternehmen begann, die Kundschaft zu diversifizieren, was ein weiteres Wachstum auf den internationalen Märkten ermöglichte.

Tabelle 15: Vergleich der Beschäftigungsanteile im Ausland (Anzahl Mitarbeitende im Ausland pro Beschäftigten in der Schweiz), 2007

| Branchen | Schweiz | B-AG in der Schweiz |
|----------------------------------|---------|------------------------|
| Alle Branchen | 0,7 | 4,7 |
| Marktwirtschaft | 0,9 | 4,7 |
| Industrie total | 1,3 | 6,5 |
| Chemie und Pharma | 2,7 | 5,3 |
| Maschinenindustrie | 1,3 | 5,0 |
| Dienstleistungen total | 0,5 | 2,7 |
| Dienstleistungen Marktwirtschaft | 0,7 | 2,7 |
| Finanzdienstleistungen | 0,9 | 1,8 |

Quellen: Eigene Berechnungen aufgrund von Daten des Bundesamts für Statistik, Beschäftigungsstatistik, der Schweizerischen Nationalbank, Direktinvestitionen; börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der Befragungsergebnisse.

4.4. Forschungsintensität

Börsenkotierte Aktiengesellschaften im Industriesektor weisen eine höhere Forschungsintensität auf als der Schweizer Durchschnitt. Forschungs- und Entwicklungsaufwendungen machen 16,6 Prozent der Wertschöpfung aus, während dieser Anteil bei der Privatwirtschaft im schweizerischen Mittel 11,6 Prozent beträgt. In der Maschinenindustrie investieren die börsenkotierten Firmen mehr als doppelt so viel in F+E im Verhältnis zur Wertschöpfung als der Branchendurchschnitt. In der Chemie- und Pharmabranche zeigen sich keine Unterschiede zum Bran-

chendurchschnitt, was nicht überrascht, da die börsenkotierten Unternehmen in dieser Branche sehr dominant sind und kleinere Firmen ebenfalls forschungsintensiv produzieren.

Tabelle 16: Vergleich der Forschungs- und Entwicklungsausgaben in Prozent der Bruttowertschöpfung

| Branchen | Schweiz 2004 | B-AG in der Schweiz 2008 |
|--------------------|--------------|--------------------------|
| Industrie total | 11,6% | 16,6% |
| Chemie und Pharma | 38,7% | 38,8% |
| Maschinenindustrie | 6,5% | 15,1% |

Quellen: Eigene Berechnungen aufgrund von Daten des Bundesamts für Statistik, Forschung und Entwicklung (F+E)-Aufwendungen, Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung; börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der Befragungsergebnisse.

4.5. Fazit: Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften sind gross, produktiv und multinational

Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften unterscheiden sich deutlich vom Durchschnitt der Unternehmen in der Schweiz. Viele der börsenkotierten Aktiengesellschaften sind kapitalintensive Grossunternehmen in einer fortgeschrittenen Phase der Internationalisierung. Die Schweiz ist für sie der Standort ihres Headquartars, einer von mehreren Schwerpunkten ihrer Forschung und Entwicklung und ein für die Schweiz bedeutender Produktionsort. Jedoch findet der grössere Teil der Aktivitäten dieser Unternehmensgruppe im Ausland statt. So beschäftigen sie viermal mehr Mitarbeitende im Ausland als in der Schweiz. Als Folge ihrer globalen Ausrichtung und ihrer kapitalintensiven Produktionsweise sind die schweizerischen Arbeitsplätze börsenkotierter Unternehmen mehr als doppelt so produktiv wie der Schweizer Durchschnitt. Die leicht überdurchschnittlichen Durchschnittslöhne deuten auf eine etwas höhere Qualifikation der Mitarbeitenden dieser Gesellschaften hin.

5. Indirekte Effekte börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften

Die bisherige Analyse hat sich auf die direkten Eigenschaften börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften und deren unmittelbare Relevanz für die schweizerische Volkswirtschaft konzentriert. Diese Effekte lassen sich aufgrund der Daten gut belegen. Sie unterschätzen jedoch die wahre Bedeutung, da sie zusätzliche Auswirkungen auf die schweizerische Volkswirtschaft bislang nicht berücksichtigen. Diese zusätzlichen indirekten Wirkungen sind naturgemäss schwieriger zu quantifizieren, trotzdem existieren sie. In diesem Abschnitt diskutieren wir folgende zusätzlichen Impulse für die gesamte Volkswirtschaft:

- Auslösung von Wertschöpfung und Beschäftigung aufgrund von Vorleistungsbezügen
- Entwicklung und Diffusion von Wissen
- Beitrag zur Qualifizierung von Arbeitskräften
- Verbesserung des Umfelds für Unternehmensgründungen

Viele dieser Effekte sind innerhalb einer Region besonders intensiv, weshalb man solche Wirkungen als Cluster- oder Agglomerationseffekte bezeichnet. Wir beschränken uns jedoch in dieser Analyse auf die gesamtschweizerischen Wirkungen.

5.1. Wertschöpfung und Beschäftigung aufgrund von Vorleistungsbezügen

Da Unternehmen Vorleistungen von anderen Unternehmen beziehen, löst die Nachfrage nach Gütern und Dienstleistungen bei den Vorleistungsproduzenten zusätzliche Lieferungen und damit Wertschöpfung und Beschäftigung aus. Die von börsenkotierten Unternehmen ausgehenden indirekten Effekte sind gesamtwirtschaftlich bedeutsam. Etwa 250'000 Arbeitskräfte und eine Wertschöpfung von knapp 31 Mrd. Franken werden über die Zulieferketten in der Schweiz geschaffen.

Methodisch werden diese indirekten Effekte mittels Multiplikatoren geschätzt, die zeigen, mit welchem Faktor der direkte Effekt multipliziert werden muss, um die gesamte Bedeutung der untersuchten Unternehmensgruppe in einem bestimmten Zeitpunkt zu ermitteln. Bei einem Multiplikator von beispielsweise zwei ist die Wertschöpfung oder Beschäftigung in den vorgelagerten Bereichen gleich gross wie in der untersuchten Unternehmensgruppe. Ermittelt werden solche Multiplikatoren entweder aufgrund von Input-Output-Tabellen oder mithilfe von Befragungen. Wichtig ist zu berücksichtigen, dass Vorleistungen auch aus dem Ausland bezogen werden können und folglich keine Wertschöpfung im Inland bewirken. Aufgrund der geschätzten zusätzlichen indirekten Wertschöpfung kann anschliessend mithilfe der Durchschnittsproduktivität die dadurch ausgelöste indirekte Beschäftigung berechnet werden.

Basierend auf unseren Umfrageergebnissen lässt sich für den Durchschnitt der Jahre 2007 und 2008 ein Wertschöpfungsmultiplikator von 1,4 und ein Beschäftigungsmultiplikator von 1,8 ableiten (siehe Tabelle 17). Aus der Befragung kennen wir die in der Schweiz bezogenen Vorleis-

tungen. Diese entsprechen etwa 40 Prozent der Wertschöpfung börsenkotierter Aktiengesellschaften. Daraus leitet sich der Wertschöpfungsmultiplikator von 1,4 ab. Wenn wir unterstellen, dass diese Wertschöpfung mit der durchschnittlichen Arbeitsproduktivität der Schweiz produziert wird, ergibt sich die dafür notwendige Beschäftigung. Sie beträgt etwa 250'000 Personen oder etwa 80 Prozent der direkten Beschäftigung der börsenkotierten Aktiengesellschaften.

Unsere Multiplikatoren sind vergleichbar mit den Werten einer methodisch verwandten Studie des European Round Table of Industrialists (2008). Unsere etwas tieferen Werte sind verständlich, da unsere regionale Eingrenzung auf die Schweiz kleiner ist als jene des European Round Table of Industrialists, welcher die Effekte innerhalb der Europäischen Union untersuchte. Folglich ist bei unserer Abschätzung mit grösseren Importen zu rechnen, was den Multiplikator für die Schweiz entsprechend reduziert. Auf wesentlich höhere Werte kommt Plaut Economics (2007) bei einer Untersuchung der schweizerischen Pharmaindustrie, basierend auf Input-Output-Modellen. Hier mögen branchenspezifische Faktoren einen grossen Einfluss haben. Solche Faktoren erklären auch den hohen Beschäftigungsmultiplikator von 3,5 von Nestlé (2009), denn der Bezug von Agrargütern in der wenig produktiven Landwirtschaft generiert automatisch viele Arbeitsplätze. Eine Übertragung dieser Multiplikatoren auf börsenkotierte Unternehmen erachten wir als nicht zulässig, da zu unserer Gruppe auch Dienstleistungsunternehmen gehören, die häufig einen kleineren Vorleistungsbezug haben als Industrieunternehmen. Aufgrund dieses Vergleichs sind wir der Auffassung, dass die von uns verwendeten Multiplikatoren eine vorsichtige, aber realistische Schätzung darstellen.

Tabelle 17: Vergleich der Multiplikatoren

| Untersuchungsobjekt | Autoren | Datenbasis | Wertschöpfungsmultiplikator | Beschäftigungsmultiplikator |
|---|--|------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften | Hauser, Hauser, Moser | 2007/08 | 1,4 | 1,8 |
| Pharmaindustrie Schweiz | Plaut Economics | 2006 | 2,1 | 3,5 |
| Nestlé | Nestlé | 2008 | | 3,5 |
| 50 grösste Industrieunternehmen in Europa | European Round Table of Industrialists | 2007 | 1,6 | 2,1 |

Quellen: Plaut Economics (2007), Nestlé (2009), European Round Table of Industrialists (2008); börsenkotierte Unternehmen: eigene Berechnungen.

In der Tabelle 18 sind die direkte, indirekte und totale Bedeutung der börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften dargestellt. Mit dem Einbezug der durch die Vorleistungen ausgelösten Effekte steigt der Anteil dieser Unternehmen an der Bruttowertschöpfung der Schweiz von 17 auf 23 Prozent und an der Beschäftigung von 10 auf 17 Prozent. Folglich hängen indirekt etwa 250'000 Beschäftigte von den börsenkotierten Aktiengesellschaften ab. Der Beschäftigungsmultiplikator ist deutlich grösser als der Wertschöpfungsmultiplikator. Das liegt daran, dass die börsenkotierten Firmen sehr produktiv sind, weshalb deren Wertschöpfung von relativ wenigen Arbeitskräften erbracht werden kann. Demgegenüber weist die restliche Volkswirtschaft eine

tieferer Produktivität auf, sodass es zur Erstellung der indirekten Wertschöpfung relativ mehr Erwerbstätige benötigt.

Tabelle 18: Abschätzung der indirekten Wertschöpfung und Beschäftigung, Durchschnitt 2007/08

| | | Direkte Bedeutung | Indirekte Bedeutung | Total |
|---------------------|-------------------------|----------------------|------------------------|---------|
| Bruttowertschöpfung | in Mio. Franken | 85'284 | 30'619 | 115'903 |
| | in Prozent der Schweiz | 17% | 6% | 23% |
| Beschäftigung | in Vollzeitäquivalenten | 314'631 | 249'530 | 564'161 |
| | in Prozent der Schweiz | 10% | 8% | 17% |

Quelle: eigene Berechnungen. Bei Prozentzahlen führen Rundungen zu Differenzen mit den Quersummen.

5.2. Entwicklung und Diffusion von Wissen

Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften sind stark in Forschung und Entwicklung engagiert, was positive Impulse auf den Forschungsstandort Schweiz auslöst. Weltweit wenden diese Gesellschaften mehr als 24 Mrd. Franken auf, davon etwa einen Viertel in der Schweiz. Insbesondere die grössten börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften betreiben in der Schweiz eigene Forschungszentren. In der Umfrage haben uns zehn Unternehmen solche Forschungszentren bestätigt. So führt Novartis gleich drei Forschungszentren, die in Basel tätig sind (Friedrich Miescher Institute for Biomedical Research, Pharmaceutical Development Basel, Novartis Institutes for BioMedical Research). Roche beschäftigt in der Entwicklungsabteilung in Basel etwa 1000 Mitarbeitende (Roche, 2008, S. 3). Nestlé betreibt in Lausanne das Nestlé Research Center, welches für Forschung in allen Unternehmensbereichen zuständig ist (Nestlé, 2009, S. 17). Und ABB unterhält ein Corporate Research Center in Baden. Diese forschungsintensiven Unternehmen pflegen zudem eine weitreichende Zusammenarbeit mit öffentlichen Hochschulen in der Schweiz. An der Universität Basel zum Beispiel finanziert Roche eine Professur für Immunologie mit 12 Mio. Franken über 25 Jahre (Roche, 2008, S. 7). Nestlé hat unter anderem eine Partnerschaft mit dem Institut für Neurowissenschaften der Eidgenössischen Technischen Hochschule Lausanne (EPFL). Der Auftrag liegt im Grundlagenforschungsbereich und umfasst die Erforschung der Interaktion zwischen Ernährung und der Evolution des menschlichen Gehirns (Nestlé, 2009, S. 17).

Diese Beispiele weisen darauf hin, dass von forschungsorientierten Aktiengesellschaften wichtige Impulse auch für die anwendungs- und grundlagenorientierte Forschung an öffentlichen Hochschulen ausgehen. Davon profitiert der Forschungsstandort Schweiz, da er für erstklassige Forschende attraktiver wird und da auf diese Weise die Ausbildung des Forschungsnachwuchses gefördert wird.

5.3. Beitrag zur Qualifizierung von Arbeitskräften

Börsenkotierte Aktiengesellschaften leisten einen bedeutenden Beitrag zur Qualifizierung von Arbeitskräften. So beschäftigen diese Firmen überdurchschnittlich qualifizierte Personen und sind wichtige Rekrutierer von Hochschulabsolventinnen und -absolventen. Zudem investieren diese Firmen viel in die Weiterbildung ihrer Mitarbeitenden. Am bekanntesten ist das Beispiel des renommierten International Institute for Management Development (IMD), das aus einer Kooperation zwischen Nestlé, der Harvard University und der Universität von Lausanne entstanden ist (Nestlé, 2009, S. 18). Insgesamt 25 Unternehmen haben in der Befragung angegeben, firmeneigene Ausbildungsinstitutionen zu betreiben.

Selbstverständlich dienen diese Anstrengungen in erster Line der Qualifizierung der eigenen Arbeitskräfte, um den Unternehmenserfolg zu steigern. Zusätzlich sind davon positive Impulse für die gesamte Volkswirtschaft, hauptsächlich aufgrund der Mobilität der Arbeitskräfte, zu erwarten. So ist denkbar, dass junge Personen ihren Berufseinstieg bei grossen, multinational orientierten Firmen anstreben, dort verschiedene Funktionen ausüben und später anspruchsvolle Stellen in anderen Unternehmen übernehmen. Uns sind jedoch keine systematischen Studien bekannt, welche die Arbeitskräftewanderung zwischen diesen verschiedenen Unternehmensgruppen untersucht haben.

5.4. Verbesserung des Umfelds für Unternehmertum

Börsenkotierte Aktiengesellschaften leisten einen Beitrag zur Verbesserung des unternehmerischen Umfelds. Dies primär aus der Einsicht heraus, dass unternehmerisches Verhalten auch für diese Gesellschaften entscheidend ist für ihren langfristigen Erfolg. Zusätzlich entstehen neue Firmen im Umfeld von grossen technologieorientierten Unternehmen. Eine Reihe von börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften unterstützt die Entstehung von Jungunternehmen in ausgewählten Bereichen und hat Corporate-Venture-Capital-Gesellschaften gegründet, die Jungunternehmern Kapital und Beratung zur Verfügung stellen. Das bekannteste Beispiel ist der Novartis Venture Funds, der bereits 1996 mit einem Kapital von 100 Mio. Franken gegründet wurde und unterdessen über 650 Mio. US-Dollars eingesetzt hat (Novartis Venture Funds, 2009). Auch Nestlé hat 2008 1,2 Mrd. Franken als Venture-Kapital investiert, das sich auf 90 Unternehmen, darunter 20 aus der Schweiz, verteilt (Nestlé 2009, S. 17).

5.5. Fazit: Von börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften gehen wichtige indirekte Impulse aus

Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften sind auf vielfältige Weise mit der übrigen Volkswirtschaft verbunden. Besonders stark ist deren Einfluss aufgrund der Zulieferketten. Zusätzlich etwa 250'000 Beschäftigte oder acht Prozent aller Erwerbstätigen arbeiten indirekt für börsenkotierte Aktiengesellschaften. Zudem leisten diese Unternehmen einen wichtigen Beitrag zur Entwicklung und Verbreitung von Wissen und zur Qualifizierung von Arbeitskräften. Schliesslich tragen sie dazu bei, dass in ihrem Umfeld neue Unternehmen entstehen.

Selbstverständlich sind diese Netzwerkvorteile nicht einseitig, sondern auch vorteilhaft für börsenkotierte Gesellschaften. Lokale Unternehmen, die qualitativ hochstehende Vorleistungen produzieren, und gut ausgebildete Arbeitskräfte tragen dazu bei, dass börsenkotierte Unternehmen am Standort Schweiz erfolgreich sein können. Diese produktive Symbiose zwischen Gross- und Kleinunternehmen, zwischen multinationalen und lokalen Firmen, zwischen privaten und öffentlichen Institutionen sind als Clustervorteile bekannt. Diese Effekte dürften für den Wirtschaftsstandort Schweiz von beachtlicher Bedeutung sein, lassen sich jedoch nur schwer quantifizieren.

6. Schlussfolgerungen

Zusammenfassend und bewertend geben wir im Folgenden Antworten auf die vom Auftraggeber gestellten Fragen.

Frage 1: Welchen Beitrag leisten börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften an die Beschäftigung, Wertschöpfung, Internationalisierung, Innovationen und an den Steuererträgen der Schweiz?

Diese Unternehmen beschäftigen direkt elf Prozent aller Erwerbstätigen in der Schweiz und erarbeiten zwischen 16 und 18 Prozent des schweizerischen Bruttoinlandsprodukts. Sie sind für 31 Prozent aller Warenexporte verantwortlich und beschäftigen etwa 54 Prozent des im Ausland tätigen Personals von schweizerischen Unternehmen. 51 Prozent aller F+E-Aufwendungen der Schweizer Privatwirtschaft werden von börsenkotierten Unternehmen erbracht und sie kommen für 42 Prozent der schweizerischen Unternehmenssteuern auf. Damit kommt dieser Unternehmensgruppe eine beachtliche Stellung innerhalb der Schweizer Volkswirtschaft zu. Sie bildet einen wichtigen Teil der international ausgerichteten Schweizer Wirtschaft.

Frage 2: Inwiefern unterscheiden sich börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften vom Durchschnitt aller schweizerischen Unternehmen?

Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften weichen stark vom Durchschnitt aller schweizerischen Unternehmen ab. Sie haben einen wesentlich grösseren Personalbestand, erheblich produktivere Arbeitsplätze, zahlen etwas höhere Bruttolöhne und sind forschungsorientierter als der Durchschnitt der Schweizer Firmen. Börsenkotierte Unternehmen sind nicht stärker exportorientiert als andere Unternehmen derselben Branche, zeichnen sich aber durch einen wesentlich höheren Personalbestand im Ausland aus. Diese Unternehmen sind vielfach Grossunternehmen in einer fortgeschrittenen Phase der Internationalisierung. Die Schweiz ist Standort ihres Headquarters und auch ein wichtiger, aber nicht der einzige Forschungsplatz. Ein grosser Teil der Produktion findet jedoch im Ausland statt, die Produktion im Inland bleibt aber für die Schweiz bedeutsam.

Frage 3: Inwieweit gehen von börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften Impulse für andere Unternehmen in der Schweiz und für die Volkswirtschaft als Ganzes aus?

Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften sind auf vielfältige Weise mit der schweizerischen Volkswirtschaft verbunden und beeinflussen diese über verschiedene Kanäle. Diese indirekten Wirkungen sind naturgemäss schwierig zu quantifizieren. Über die Zulieferketten alleine schätzen wir, dass im Jahr 2007 sechs Prozent der Wertschöpfung und acht Prozent der Beschäftigung in der Schweiz indirekt von börsenkotierten Firmen ausgelöst werden. Aufgrund ihrer ausgeprägten Forschungsorientierung und ihres Engagements in der Weiterbildung der Mitarbeitenden leisten sie einen Beitrag zur Stärkung des Forschungs- und Arbeitsplatzes Schweiz. Viele börsenkotierte Aktiengesellschaften sind wichtige Akteure innerhalb bedeutender Cluster der Schweiz. Sie tragen erheblich zur Produktivität dieser Netzwerke bei, erhalten aber auch wesentliche Vorteile von anderen Unternehmen und Institutionen solcher Cluster.

7. Quellenverzeichnis

- Bundesamt für Statistik (2009a), Beschäftigungsstatistik,
<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/03/02/blank/data/02.html> (17.9.2009)
- Bundesamt für Statistik (2009b), Forschung und Entwicklung (F+E)-Aufwendungen,
<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/15/09/key/ind2.indicator.20202.202.html>
 (17.9.2009)
- Bundesamt für Statistik (2009c), Lohnstrukturerhebung, Auswertung auf Anfrage.
- Bundesamt für Statistik (2009d), Statistik der Bildungsabschlüsse,
<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/15/02/data/blank/01.html> (17.9.2009)
- Bundesamt für Statistik (2009e), Statistik der Schüler und Studierenden,
<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/15/02/data/blank/01.html> (17.9.2009)
- Bundesamt für Statistik (2009f), Unternehmensdemographie,
<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/06/02/blank/data.html> (17.9.2009)
- BX Berne eXchange, Emittenten, <http://www.berne-x.com/emittenten/default.asp?nav=6>
 (17.6.2009)
- Credit Suisse (2009), Credit Suisse in der Schweiz,
https://www.credit-suisse.com/who_we_are/doc/brochure_cs_ch_de.pdf (17.9.2009)
- economiesuisse und PricewaterhouseCoopers (2009), Total Tax Contribution: Wie viel Steuern zahlen grosse Unternehmen in der Schweiz?,
http://www.economiesuisse.ch/web/de/PDF%20Download%20Files/pwc_ttc_survey_d_09.pdf
 (9.11.2009)
- Eidgenössische Finanzverwaltung (2009), Einnahmen von Bund, Kantonen und Gemeinden,
http://www.efv.admin.ch/d/themen/oeff_haushalte/# (17.9.2009)
- Eidgenössische Steuerverwaltung (2009), Aktiengesellschaften und GmbH nach Stufen des Reingewinns,
<http://www.estv.admin.ch/dokumentation/00075/00076/00701/00711/index.html?lang=de>
 (17.9.2009)
- Eidgenössische Zollverwaltung (2009), Schweizerische Aussenhandelsstatistik,
<http://www.ezv.admin.ch/themen/00504/01527/index.html?lang=de> (17.9.2009)
- European Round Table of Industrialists (2008), The Contribution of ERT Member Companies to Growth and Jobs in the EU, <http://www.ert.be/doc/01678.pdf> (17.9.2009)
- Lehmann, Ralph (2008), Internationalisierung von Dienstleistungsunternehmen – ein Vergleich der Internationalisierung von Dienstleistungs- und Produktionsunternehmen in der Schweiz, Zeitschrift für KMU und Entrepreneurship, 56. Jahrgang, Heft 3, S. 172–191.
- Novartis Venture Funds (2009), About Novartis Venture Funds,
<http://www.venturefund.novartis.com/> (30.09.2009)
- Nestlé (2009), Nestlé in der Schweiz,
<http://www.nestle.com/Resource.axd?Id=3AE61A7D-5494-493A-A665-765659742C41>
 (25.9.2009)
- Plaut Economics (2007), Bedeutung der Pharmaindustrie für die Schweiz,
http://www.interpharma.ch/de/pdf/plaut_bedeutung_d_def.pdf (17.9.2009)

Roche (2008), Roche in der Schweiz, http://www.roche.ch/med_rids08_d.pdf (25.9.2009)

Schweizerische Nationalbank (2008a), Direktinvestitionen 2007, <http://centralbank.ch/ext/stats/fdi/pdf/de/Direktinvestitionen.book.pdf> (17.9.2009)

SIX Swiss Exchange (2009), Liste der Unternehmen, http://www.six-swiss-exchange.com/marketpulse/shares/companies/issuer_list_de.html (17.6.2009)

Swiss-American Chamber of Commerce und Boston Consulting Group (2007), Multinationale Gesellschaften in Bewegung: Wie die Schweiz im Standortwettbewerb gewinnen kann!, http://www.amcham.ch/publications/downloads/2007/amchambook07_d.pdf (17.9.2009)

SwissHoldings (2008), Konzernstandort Schweiz im globalen Wettbewerb: Steuerliche Herausforderungen für unser Land, <http://www.swissholdings.ch/de/publikationen/studien.html> (17.9.2009)

Zentraler Firmenindex (2009), <http://zefix.admin.ch/Praxismitteilungen/Statistik,%20statistique,%20statistica%202008.pdf> (17.9.2009)

Anhang 1: Fragebogen

Im Juli 2009 wurde der unten abgedruckte Fragebogen in deutscher und französischer Sprache verschickt. Für Banken und Versicherungen wurde der Fragebogen leicht angepasst. So ist in Frage 4 nicht nach dem EBITDA, sondern nach dem EBT gefragt, die Frage 5 zur Wertschöpfung ist entsprechend geändert und Frage 6 nach den Forschungs- und Entwicklungsaufwendungen weggelassen.

Fragebogen

zur volkswirtschaftlichen Bedeutung börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften

1. In welchem Wirtschaftszweig ist Ihr Unternehmen hauptsächlich tätig?

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Nahrungs- und Genussmittel | <input type="checkbox"/> Handel, Gastgewerbe, Verkehr, Nachrichtenübermittlung |
| <input type="checkbox"/> Textil und Bekleidung | <input type="checkbox"/> Banken |
| <input type="checkbox"/> Chemie und Pharma | <input type="checkbox"/> Versicherungen |
| <input type="checkbox"/> Maschinen (inkl. Elektronik und Fahrzeuge) und Metall | <input type="checkbox"/> Immobilienwesen |
| <input type="checkbox"/> Uhren | <input type="checkbox"/> F&E und unternehmensbezogene Dienstleistungen |
| <input type="checkbox"/> Sonstige Industrie | <input type="checkbox"/> Sonstige Dienstleistungen |
| <input type="checkbox"/> Baugewerbe | |

2. Wie viele Mitarbeitende beschäftigt Ihr Unternehmen (in Vollzeitstellen) am 31. Dezember der folgenden Jahre?

| | 2006 | 2007 | 2008 |
|----------------|------|------|------|
| Weltweit | | | |
| In der Schweiz | | | |

3. Wie hoch ist der Personalaufwand (inkl. Arbeitnehmer- und Arbeitgeberbeiträge an Sozialversicherungen und variable Lohnkomponenten) in den folgenden Jahren?

| Personalaufwand | 2006 | 2007 | 2008 |
|------------------------------|------|------|------|
| Weltweit (in Mio. Fr.) | | | |
| In der Schweiz (in Mio. Fr.) | | | |

4. Wie gross ist der EBITDA (Betriebsergebnis vor Abschreibungen, Amortisation, Nettozinsaufwand und Steuern) in den folgenden Jahren?

| EBITDA | 2006 | 2007 | 2008 |
|---|------|------|------|
| Weltweit (in Mio. Fr.) | | | |
| Geschätzter Anteil, der durch Geschäftstätigkeiten in der Schweiz verdient wird? (In %) | % | % | % |

Bei Banken und Versicherungen:

4. Wie gross ist der EBT (Betriebsergebnis vor Steuern) in den folgenden Jahren?

| | 2006 | 2007 | 2008 |
|---|------|------|------|
| Weltweit (in Mio. Fr.) | | | |
| Geschätzter Anteil, der durch Geschäftstätigkeiten in der Schweiz verdient wird? (In %) | % | % | % |

5. Wie hoch ist die Wertschöpfung Ihres Unternehmens?

| | 2007 | 2008 |
|--|------|------|
| Wie gross ist der (konsolidierte) Nettoumsatz (Erlös) Ihres Unternehmens weltweit? (In Mio. Fr.) (Exkl. Mehrwertsteuer) | | |
| Wie gross ist der von Unternehmensteilen in der Schweiz produzierte Nettoumsatz? (In Mio. Fr.) (Exkl. Mehrwertsteuer, aber inkl. Wert der Zulieferung an Tochtergesellschaften im Ausland) | | |
| Welcher Anteil des in der Schweiz produzierten Nettoumsatzes wird exportiert? (Inkl. Zulieferung an Tochtergesellschaften im Ausland) | % | % |
| Wie gross sind die von den Unternehmensteilen in der Schweiz bezogenen Vorleistungen? (In Mio. Fr.) (Vorleistungen sind Waren- und Dienstleistungen, die von anderen Unternehmen oder von Tochtergesellschaften im Ausland bezogen werden.) | | |

Welcher Anteil der von Unternehmensteilen in der Schweiz bezogenen Vorleistungen stammt aus der Schweiz?

(In % der Vorleistungen der Schweizer Unternehmensteile)

| | |
|---|---|
| % | % |
|---|---|

Bei Banken:

5. Wie hoch ist die Wertschöpfung Ihres Unternehmens?

Wie gross ist der (konsolidierte) Nettoertrag Ihres Unternehmens weltweit? (In Mio. Fr.)

(Ertrag aus Zins-, Kommissions-, Dienstleistungs- und Handelsgeschäft und sonstige ordentliche Erträge)

Wie gross ist der von Unternehmensteilen in der Schweiz **produzierte** Nettoertrag? (In Mio. Fr.)

(Inkl. Wert der Leistungen an Tochtergesellschaften im Ausland)

Welcher Anteil des in der Schweiz produzierten Nettoertrags wird für Kunden mit Sitz im Ausland bereitgestellt?

(Inkl. Leistungen an Tochtergesellschaften im Ausland)

Wie gross schätzen Sie die von Ihrem Unternehmen insgesamt bezogenen Vorleistungen? (In Mio. Fr.)

(Vorleistungen sind Waren- und Dienstleistungen, die von anderen Unternehmen eingekauft werden.)

Wie gross schätzen Sie die von Unternehmensteilen in der Schweiz bezogenen Vorleistungen? (In Mio. Fr.)

(Einschliesslich der Waren- und Dienstleistungen, die von Tochtergesellschaften im Ausland bezogen werden.)

Welcher Anteil der von Unternehmensteilen in der Schweiz bezogenen Vorleistungen stammt aus der Schweiz?

(In % der Vorleistungen der Schweizer Unternehmensteile)

| | 2007 | 2008 |
|--|------|------|
| Wie gross ist der (konsolidierte) Nettoertrag Ihres Unternehmens weltweit? (In Mio. Fr.) (Ertrag aus Zins-, Kommissions-, Dienstleistungs- und Handelsgeschäft und sonstige ordentliche Erträge) | | |
| Wie gross ist der von Unternehmensteilen in der Schweiz produzierte Nettoertrag? (In Mio. Fr.) (Inkl. Wert der Leistungen an Tochtergesellschaften im Ausland) | | |
| Welcher Anteil des in der Schweiz produzierten Nettoertrags wird für Kunden mit Sitz im Ausland bereitgestellt? (Inkl. Leistungen an Tochtergesellschaften im Ausland) | % | % |
| Wie gross schätzen Sie die von Ihrem Unternehmen insgesamt bezogenen Vorleistungen? (In Mio. Fr.) (Vorleistungen sind Waren- und Dienstleistungen, die von anderen Unternehmen eingekauft werden.) | | |
| Wie gross schätzen Sie die von Unternehmensteilen in der Schweiz bezogenen Vorleistungen? (In Mio. Fr.) (Einschliesslich der Waren- und Dienstleistungen, die von Tochtergesellschaften im Ausland bezogen werden.) | | |
| Welcher Anteil der von Unternehmensteilen in der Schweiz bezogenen Vorleistungen stammt aus der Schweiz? (In % der Vorleistungen der Schweizer Unternehmensteile) | % | % |

Bei Versicherungen:

5. Wie hoch ist die Wertschöpfung Ihres Unternehmens?

| | 2007 | 2008 |
|--|------|------|
| <p>Wie gross sind die gesamten Erträge Ihres Unternehmens weltweit? (In Mio. Fr.)</p> <p>(Verdiente Prämien und Policengebühren, Erträge und realisierte Gewinne aus Kapitalanlagen und sonstige Erträge, ohne bezahlte Rückversicherungsprämien)</p> | | |
| <p>Wie gross ist der von Unternehmensteilen in der Schweiz produzierte Ertrag? (In Mio. Fr.)</p> <p>(Inkl. Wert der Leistungen an Tochtergesellschaften im Ausland)</p> | | |
| <p>Welcher Anteil des in der Schweiz produzierten Ertrags wird für Kunden mit Sitz im Ausland bereitgestellt?</p> <p>(Inkl. Leistungen an Tochtergesellschaften im Ausland)</p> | % | % |
| <p>Wie gross sind die Versicherungsleistungen Ihres Unternehmens weltweit? (In Mio. Fr.)</p> <p>(Bezahlte Versicherungsleistungen, Veränderungen der Rückstellungen, Aufwand für Überschussbeteiligungen der Versicherten, abzüglich Anteil Rückversicherung)</p> | | |
| <p>Wie gross sind die von Unternehmensteilen in der Schweiz erstellten Versicherungsleistungen? (In Mio. Fr.)</p> <p>(Bezahlte Versicherungsleistungen, Veränderungen der Rückstellungen, Aufwand für Überschussbeteiligungen der Versicherten, abzüglich Anteil Rückversicherung)</p> | | |
| <p>Wie gross sind die von Ihrem Unternehmen insgesamt bezogenen Vorleistungen? (In Mio. Fr.)</p> <p>(Vorleistungen sind Waren- und Dienstleistungen, die von anderen Unternehmen eingekauft werden.)</p> | | |
| <p>Wie gross sind die von den Unternehmensteilen in der Schweiz bezogenen Vorleistungen? (In Mio. Fr.)</p> <p>(Hier einschliesslich der Vorleistungen von Tochtergesellschaften im Ausland)</p> | | |
| <p>Welcher Anteil der von Unternehmensteilen in der Schweiz bezogenen Vorleistungen stammt aus der Schweiz?</p> <p>(In % der Vorleistungen der Schweizer Unternehmensteile)</p> | % | % |

6. Wie stark investiert Ihr Unternehmen in Forschung und Entwicklung (F+E) am Standort Schweiz?

| | 2007 | 2008 |
|---|------|------|
| Wie gross sind die Ausgaben für F+E am Standort Schweiz? (In Mio. Fr.) (Für unternehmensinterne und unternehmensexterne Forschung und Entwicklung) | | |
| Davon Ausgaben für unternehmensinterne F+E-Aktivitäten am Standort Schweiz. (In %) | % | % |
| Wie viele Personen sind im Forschungs- und Entwicklungsbereich am Standort Schweiz beschäftigt? (In Vollzeitstellen) | | |

Betreibt Ihr Unternehmen Forschungszentren in der Schweiz?

JA Nein

(Als Forschungszentrum definieren wir einen Unternehmensbereich von 20 oder mehr Personen, die sich hauptsächlich der Grundlagen- oder Anwendungsforschung widmen.)

Wenn ja, wo und in welchem Bereich führt Ihr Unternehmen Forschungszentren?

| Ort | Forschungsbereich |
|-----|-------------------|
| | |

7. Wie hoch sind die Steuern, Abgaben und Sponsoringleistungen Ihres Unternehmens?

| | 2006 | 2007 |
|---|------|------|
| Wie hoch sind die weltweit entrichteten Ertrags- und Kapitalsteuern? (In Mio. Fr.) | | |
| Wie hoch ist der Anteil, der an den Schweizer Staat (Bund, Kantone und Gemeinden) geleistet wird? (In %) | | |
| Wie gross ist das Engagement Sponsoring im Bereich Kultur, Soziales und Sport in der Schweiz ? (In Mio. Fr.) | | |

8. Welche Anstrengungen unternimmt Ihr Unternehmen für die Ausbildung **in der Schweiz**?

| | 2007 | 2008 |
|--|------|------|
| Wie hoch sind die Aufwendungen Ihres Unternehmens für Aus- und Weiterbildung in der Schweiz? (In Mio. Fr.) | | |
| Wie viele Lernende in der beruflichen Grundausbildung beschäftigt Ihr Unternehmen insgesamt in der Schweiz? | | |
| Wie viele Hochschulabsolventen (ETH, Uni, FH) aus dem In- und Ausland stellt Ihr Unternehmen in der Schweiz pro Jahr an? | | |

Führt Ihr Unternehmen eine Ausbildungsinstitution oder beteiligt sich in hohem Ausmass an einer solchen Institution? JA Nein

Wenn ja, an welchen?

| |
|------|
| Name |
|------|

Wir sind Ihnen dankbar, wenn Sie uns Ihre Adresse angeben, damit wir bei Unklarheiten nachfragen können. Selbstverständlich werden wir die Daten absolut vertraulich behandeln und sicherstellen, dass von den aggregierten Ergebnissen der Studie nicht auf einzelne Unternehmen zurückgeschlossen werden kann.

Name der Kontaktperson
 Name des Unternehmens
 E-Mail
 Telefon

Bitte retournieren Sie den Fragebogen bis zum **24. Juli 2009** mit dem beiliegenden Kuvert. Für Ihre Mitwirkung danken wir Ihnen herzlich.

Rückfragen an: Prof. Dr. Peter Moser, Leiter Forschungsstelle für Wirtschaftspolitik,
 HTW Chur, Comercialstrasse 22, 7000 Chur
 Tel.: +41 81 286 39 27
peter.moser@htwchur.ch

Anhang 2: Methoden zur Berechnung der Bruttowertschöpfung

In diesem Anhang wird beschrieben, mit welcher Methode die Bruttowertschöpfung berechnet wurde. Dabei ist zu unterscheiden zwischen Banken, Versicherungen und allen übrigen Branchen (einschliesslich der Industrie).

Übrige Branchen (inkl. Industrie)

Die Bruttowertschöpfung kann auf zwei Arten berechnet werden:

- Methode 1: Bruttowertschöpfung = EBITDA + Personalaufwand
- Methode 2: Bruttowertschöpfung = Nettoumsatz – Vorleistungen

In dieser Studie wurde Methode 1 eingesetzt und die für die gesamte Branche geschätzten Werte des EBITDA und des Personalaufwands verwendet.

Banken

Die Wertschöpfung bei den Banken wurde analog zur Methode 2 erfasst. Die Ermittlung über Personalaufwand plus Abschreibungen und Kapitalentgelt ist bei Banken nicht möglich, da diese den EBITDA nicht ausweisen und wir nur den EBT kennen:

- Bruttowertschöpfung = Nettoertrag – Vorleistungen

Der Nettoertrag entspricht dem Ertrag aus Zins-, Kommissions-, Dienstleistungs- und Handelsgeschäft und sonstigen ordentlichen Erträgen. Die aus der Befragung ermittelte Bruttowertschöpfung wurde proportional zur Mitarbeiterzahl auf die gesamte Branche hochgerechnet.

Versicherungen

In der volkswirtschaftlichen Gesamtrechnung wird der Wert der Versicherungsdienstleistung als Differenz zwischen Erträgen und Versicherungsleistungen ermittelt. Die Erträge umfassen die Prämieinnahmen, Zinserträge und realisierten Gewinne aus Kapitalanlagen. Die Versicherungsleistungen bezeichnen die an die Versicherungsnehmer bezahlten bzw. für sie zurückgestellten Leistungen, einschliesslich deren Beteiligungen am Anlageerfolg. Um die Bruttowertschöpfung zu ermitteln, müssen die Vorleistungen vom Wert der Versicherungsdienstleistung abgezählt werden:

- Bruttowertschöpfung = Erträge – Versicherungsleistungen – Vorleistungen

Diese aus der Befragung ermittelte Bruttowertschöpfung wurde wiederum proportional zur Mitarbeiterzahl auf die gesamte Branche hochgerechnet.

Importance économique des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse

dossierpolitique

14 décembre 2009

Numéro 30

Étude sur l'importance des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse. Dans notre pays, les entreprises suisses cotées en Bourse génèrent directement un franc sur six alors qu'elles sont moins de 300. Telle est la conclusion d'une étude réalisée pour economiessuisse. Ces entreprises revêtent donc une très grande importance sur le plan économique. Au-delà de leur contribution au produit intérieur brut, elles paient plus de 40 % de l'ensemble des impôts sur les entreprises. Elles emploient directement quelque 350'000 personnes en Suisse et 250'000 emplois dépendent indirectement de leur présence. En outre, les entreprises suisses cotées en Bourse sont à l'origine de près d'un tiers des exportations de marchandises et de plus de la moitié des dépenses de recherche-développement de l'économie privée suisse. Autrement dit, elles constituent un pilier important de la prospérité de notre pays.

Position d'economiesuisse

- ▶ Les entreprises cotées en Bourse qui ont leur siège en Suisse sont un pilier important de notre économie. Il est donc essentiel de leur offrir de bonnes conditions-cadre.
- ▶ Les places économiques mondiales courtisent ces entreprises et se font concurrence dans ce domaine. Actuellement, la Suisse est bien positionnée.
- ▶ Pour le choix d'un site, les entreprises attachent de l'importance à la fiscalité, mais aussi à la sécurité juridique et à la flexibilité. Le droit de la société anonyme définit la marge de manœuvre des entreprises en matière d'organisation et de procédures.
- ▶ L'initiative Minder imposerait aux entreprises cotées en Bourse ayant leur siège en Suisse un carcan sans pareil. Cela entraînerait l'exode de ces entreprises, des suppressions d'emplois et la diminution des recettes fiscales.

Les sociétés anonymes dans la ligne de mire du législateur

► Le droit des sociétés anonymes est décisif pour la place économique.

Le droit de la société anonyme définit entre autres la manière selon laquelle les sociétés anonymes doivent s'organiser et quelles procédures elles doivent appliquer. Plus ce droit est flexible, plus les entreprises pourront s'adapter aux spécificités du marché et aux besoins des actionnaires. Par conséquent, le droit des sociétés anonymes est un facteur décisif pour l'attrait d'une place économique.

► La Suisse s'affirme face à la concurrence internationale.

Le droit de la société anonyme actuel se caractérise par sa grande flexibilité. C'est un des atouts qui parle en faveur de la Suisse lorsqu'une entreprise choisit un lieu d'implantation pour son siège. Ce droit se trouve toutefois en concurrence avec les législations d'autres pays. Le droit de la société anonyme de l'État américain du Delaware est un exemple notoire de cadre réglementaire attrayant. Plus de la moitié des 500 plus grandes entreprises américaines ont leur siège dans cet État, le deuxième plus petit des États-Unis. Le droit de la société anonyme du Delaware offre aux entreprises une fiscalité attrayante, mais aussi un cadre très flexible en comparaison internationale. Par ailleurs, des tribunaux locaux spécialisés dans le droit des entreprises veillent à la sécurité juridique en ce qui concerne l'application du droit.

► La menace d'un carcan législatif plane sur les entreprises suisses cotées en Bourse.

La société anonyme est de loin la forme juridique la plus appréciée en Suisse. Seule une infime partie des sociétés anonymes suisses, à peine 300, sont cotées en Bourse. Ces entreprises subissent une pression politique importante dans le cadre de la révision actuelle du droit de la société anonyme, car le projet de révision fait également office de contre-projet indirect du Conseil fédéral à l'initiative « contre les rémunérations abusives » (initiative Minder). Cette dernière souhaite imposer un corset législatif aux sociétés anonymes ayant leur siège en Suisse et dont les actions sont cotées à la Bourse que ce soit en Suisse ou à l'étranger. En cas d'acceptation de l'initiative, toutes ces entreprises se verraient imposer un régime extrêmement restrictif. Cette initiative présente des défauts de conception majeurs qui provoqueraient une dilution des tâches et des responsabilités au sein des entreprises. Ce serait la porte ouverte à l'incertitude et l'insécurité juridique. Comme l'a montré une étude de Holger Fleischer de l'Institut Max Planck de droit privé étranger et de droit international privé à Hambourg comparant plusieurs législations¹ accepter les prescriptions de l'initiative marginaliserait la Suisse. En effet, l'initiative restreindrait massivement la capacité d'action des entreprises suisses cotées en Bourse et compliquerait leur gestion. Afin d'échapper à ce régime particulier, une entreprise pourrait envisager de sortir de la Bourse ou de déplacer son siège juridique à l'étranger. Les deux options auraient des conséquences négatives dont l'impact irait au-delà des entreprises directement concernées.

¹ Cf. Holger Fleischer, Rechtsvergleichendes Gutachten zu Fragen der Managervergütung in börsennotierten Gesellschaften, Hambourg, 2009 et Droit de la société anonyme : comparaison internationale des systèmes de rémunération, dossierpolitique du 18 novembre 2009, n° 27, accessibles sous www.economiesuisse.ch.

► L'importance des entreprises cotées en Bourse en Suisse.

On sait que les grandes entreprises suisses, qui comprennent un bon nombre des quelque 300 entreprises suisses cotées en Bourse, sont des moteurs de l'économie suisse. Elles contribuent dans une mesure supérieure à la moyenne à la productivité, à l'emploi ainsi qu'à la croissance économique de la Suisse et paient, de loin, la plus grande partie des impôts sur les entreprises. Les données disponibles par le passé distinguaient les entreprises en fonction de leur taille mais pas les entreprises dont les actions étaient cotées des autres. C'est la raison pour laquelle l'économie suisse a commandé une étude sur l'importance économique des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse. Cette étude, publiée en décembre 2009¹ a été réalisée par Peter Moser et Christian Hauser (Centre de recherche de politique économique de la HTW de Coire) en collaboration avec Heinz Hauser (Université de Saint-Gall). En voici les principales conclusions.

Importance économique des sociétés anonymes cotées en Bourse

► Des actions d'entreprises suisses sont cotées à la Bourse en Suisse et à l'étranger.

Près de 180'00 sociétés anonymes au total sont inscrites au Registre du commerce suisse. D'après l'Office fédéral de la statistique, la moitié environ sont actives. Le nombre d'entreprises suisses dont les actions sont négociées au SIX Swiss Exchange (Zurich) se monte à 246 ; à cela s'ajoute 28 entreprises suisses dont les actions sont cotées au BX Berne Exchange (Berne)². Les actions de certaines entreprises suisses sont également cotées auprès de Bourses étrangères ou uniquement cotées à l'étranger. En règle générale, il s'agit d'entreprises qui ont déménagé en Suisse et qui ont laissé leurs actions auprès d'une Bourse étrangère. Il n'existe pas de statistiques officielles sur leur nombre. Cependant, on sait que cette catégorie d'entreprises n'est pas insignifiante, car en 2009 seulement, au moins une demi-douzaine d'entreprises dont les actions sont cotées au New York Stock Exchange ont déplacé leur siège en Suisse. Parmi elles, on trouve notamment le groupe de forage pétrolier Transocean (12,6 mrd dollars de chiffre d'affaires en 2008) et le fabricant de composants électroniques Tyco Electronics (20,2 mrd dollars de chiffre d'affaires en 2008). L'installation en Suisse de ces entreprises a fait considérablement augmenter les recettes fiscales.³

► Le droit de la société anonyme suisse facilite l'implantation de sièges d'entreprises.

A l'heure actuelle, le droit de la société anonyme suisse, très flexible, constitue un avantage concurrentiel majeur de la place économique. Il permet aux entreprises étrangères de devenir des sociétés anonymes suisses sans qu'elles doivent changer leurs structures organisationnelles ni leurs procédures. Cela signifie que les actionnaires peuvent, dans l'esprit d'une sorte de principe du Cassis de Dijon, déplacer leur entreprise en Suisse sans devoir modifier la gouvernance d'entreprise établie selon un droit étranger.

¹ Cf. Christian Hauser, Heinz Hauser et Peter Moser, Die volkswirtschaftliche Bedeutung börsenkotierter Aktiengesellschaften, Coire 2009. L'étude complète est disponible en allemand sous www.economiesuisse.ch

² Cf. Ibid p. 8.

³ La venue de Transocean devrait, à elle seule, entraîner une hausse des recettes fiscales de plusieurs centaines de millions de francs ; cf. « Handelszeitung » n° 43, 2008, p. 23.

► Diversité des sociétés anonymes cotées en Bourse.

► Critères examinés.

► En Suisse, 11 % des travailleurs sont employés par une société anonyme cotée en Bourse.

Graphique 1

20 % des employés de sociétés anonymes travaillent pour des entreprises suisses cotées en Bourse, sachant que seuls 0,15 % des sociétés anonymes sont cotées en Bourse. En revanche, leur poids est plus de cent fois supérieur sur le marché de l'emploi.

► Un cinquième des diplômés des hautes écoles décrochent leur premier poste dans une société anonyme cotée en Bourse.

► Nombre élevé de postes à l'étranger.

Les sociétés anonymes cotées en Bourse présentent une grande diversité en termes de taille, d'organisation, d'orientation sur le marché suisse ou les marchés étrangers, d'activités d'investissement direct et d'intensité des activités de recherche. En dehors des grandes sociétés ouvertes au public, il existe aussi de nombreuses entreprises familiales et de taille moyenne dont les actions sont cotées en Bourse. Les entreprises chimiques et pharmaceutiques de Suisse cotées en Bourse consacrent des ressources importantes à la recherche-développement, alors que cet aspect revêt une importance secondaire pour de nombreuses sociétés de services cotées. Ces dernières affichent en revanche d'excellents résultats sur le plan de la productivité.

Postulat de l'étude

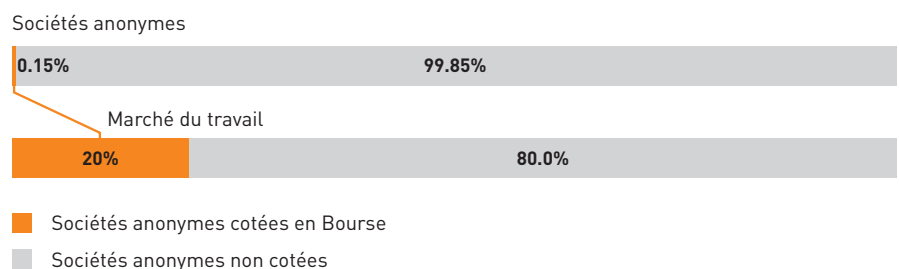
Afin de déterminer l'importance des sociétés anonymes cotées en Bourse pour l'économie et pour la place économique suisse, l'étude commandée par economiesuisse a cherché à déterminer la contribution des entreprises cotées en Bourse à l'emploi, à la valeur ajoutée, à l'internationalisation, à l'innovation et aux recettes fiscales de la Suisse. Elle s'est aussi attachée à évaluer l'impact des entreprises suisses cotées en Bourse sur l'ensemble de l'économie.

Emploi

Les sociétés anonymes cotées en Bourse emploient plus de 350'000 personnes (équivalents temps plein) en Suisse. Cela représente 11 % environ de tous les actifs de notre pays. Dans le domaine des services financiers, 46 % des travailleurs sont employés par des entreprises cotées en Bourse et ce taux atteint 42 % au sein de la branche de la chimie et des pharmaceutiques. Si on considère uniquement les sociétés anonymes, celles qui sont cotées en Bourse emploient un cinquième des travailleurs (cf. graphique 1).

Importance des sociétés anonymes cotées en Bourse pour le marché du travail

Part au marché de l'emploi, en %



Source : Statistique de l'emploi de l'Office fédéral de la statistique, Centre de recherche de politique économique de la HTW Coire.

Nettement plus productives que la moyenne de l'économie suisse, les sociétés anonymes cotées en Bourse ont besoin de personnel qualifié. Elles embauchent un nombre supérieur à la moyenne de diplômés des hautes écoles. Un cinquième des diplômés de ces écoles décrochent leur premier emploi dans une entreprise cotée en Bourse.

Les sociétés cotées en Bourse emploient plus de 1,2 million de personnes à l'étranger, soit un nombre d'employés plus de trois fois supérieur aux effectifs en Suisse. Au total, plus de la moitié de toutes les personnes employées par des entreprises suisses à l'étranger travaillent pour des sociétés anonymes cotées.

► Les sociétés anonymes cotées en Bourse génèrent 16 % du PIB.

Graphique 2

Plus d'un sixième de la valeur ajoutée est générée par des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse.

Valeur ajoutée

Sur le plan économique, les sociétés anonymes cotées en Bourse sont à l'origine d'un cinquième de la valeur ajoutée totale. En 2007, la part des entreprises suisses cotées en Bourse au produit intérieur brut s'élevait à 18 %, puis en 2008, elle était encore de 16 % malgré la crise (cf. graphique 2). Leur part est plus élevée dans le secteur de l'industrie que dans celui des services (cf. graphique 3).

Part des sociétés anonymes cotées en Bourse à la valeur ajoutée totale

Valeur ajoutée brute, 2007, en %

Toutes les branches



- Part des sociétés anonymes cotées
- Part des autres entreprises

Source : Centre de recherche de politique économique de la HTW Coire.

Graphique 3

La part des entreprises suisses cotées en Bourse à la valeur ajoutée se monte à 28 % environ dans le secteur de l'industrie. La part correspondant au secteur tertiaire est plus basse.

Part des sociétés anonymes cotées en Bourse à la valeur ajoutée par secteur

Valeur ajoutée brute, 2007, en %

Industrie



Services



- Part des sociétés anonymes cotées
- Part des autres entreprises

Source : Centre de recherche de politique économique de la HTW Coire.

► Les sociétés anonymes cotées en Bourse sont à l'origine d'un tiers des exportations de marchandises.

Exportations

Les sociétés anonymes suisses cotées en Bourse exportent pour 63 mrd fr. depuis leurs sites helvétiques et sont ainsi à l'origine de 31 % des exportations suisses de marchandises (cf. graphique 4).

Graphique 4

Un tiers environ des exportations suisses sont le fait de sociétés anonymes suisses cotées en Bourse.

Part des sociétés anonymes cotées en Bourse aux exportations

Exportations de marchandises, 2008, en %

Exportations suisses



- Sociétés anonymes suisses cotées en Bourse
- Autres entreprises

Source : Centre de recherche de politique économique de la HTW Coire.

► La moitié des dépenses de recherche-développement de l'économie privée proviennent de sociétés anonymes cotées en Bourse.

Graphique 5

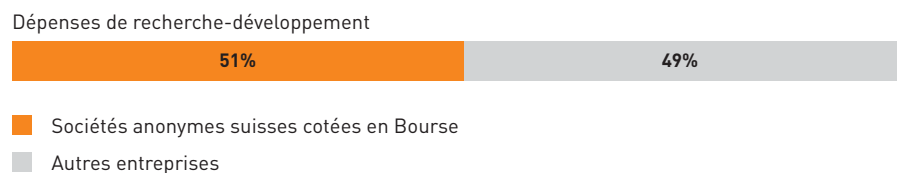
Les sociétés anonymes cotées en Bourse sont à l'origine de plus de la moitié des dépenses de recherche-développement de l'économie privée.

Recherche-développement

Les sociétés anonymes cotées en Bourse sont les principaux acteurs de la recherche et du développement privés (R-D) en Suisse. Elles investissent quelque 6,7 mrd fr. dans la R-D par an et sont à l'origine de 51 % des dépenses de R-D de l'économie privée (cf. graphique 5). La majorité de ces dépenses, soit 5,4 mrd fr., proviennent des entreprises chimiques et pharmaceutiques. Toutefois, les sociétés anonymes cotées en Bourse mènent des activités de recherche dans plusieurs pays, de sorte que la Suisse n'est qu'une place économique parmi d'autres. A l'échelle mondiale, elles dépensent plus de 24 mrd fr. pour la R-D, dont 28 % en Suisse. Cette part est légèrement plus élevée dans l'industrie des machines que dans les industries chimique et pharmaceutique.

Part des sociétés anonymes cotées en Bourse aux dépenses de recherche-développement de l'économie privée

Dépenses de recherche-développement, 2004/2008, en %



Source : Centre de recherche de politique économique de la HTW Coire.

► Les sociétés anonymes cotées en Bourse paient plus de 40 % des impôts sur les entreprises.

Impôts sur les entreprises

Les sociétés anonymes suisses cotées en Bourse jouent aussi un rôle important du point de vue fiscal. Au total, elles paient quelque 7,5 mrd fr. d'impôts en Suisse. Elles acquittent ainsi plus de 40 % de tous les impôts sur les entreprises payés dans le pays. Ce résultat de l'étude concorde avec les données fournies par l'Administration fédérale des contributions : 2,7 % des personnes morales les plus rentables produisent 90,8 % des recettes de l'impôt fédéral direct. Les résultats d'une étude publiée récemment par economie-suisse et PricewaterhouseCoopers vont également dans ce sens : elle estime à 4,5 mrd fr. le montant d'impôts sur les entreprises versé par 58 entreprises seulement sur les 500 plus grandes établies en Suisse.¹

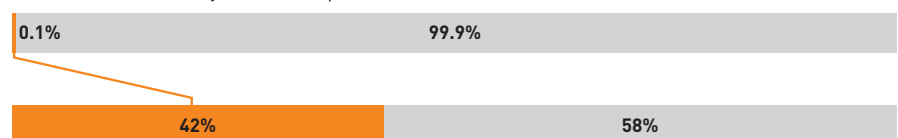
Graphique 6

Les 270 entreprises suisses cotées en Bourse représentent seulement 1 % de l'ensemble des sociétés de capitaux, mais paie 42 % du montant total de l'impôt sur les entreprises.

Part des sociétés anonymes cotées en Bourse à l'impôt sur les entreprises

Impôts sur le capital, 2007, en %

Les 270 sociétés anonymes cotées paient...



... 42 % de l'impôt sur les entreprises (7,5 milliards de francs suisses).

Source : Centre de recherche de politique économique de la HTW Coire.

¹ PwC/economiesuisse, Total Tax Contribution. Wie viel Steuern zahlen grosse Unternehmen in der Schweiz ? Zurich 2009. L'étude peut être téléchargée en allemand sous www.economiesuisse.ch.

► Les employés des sociétés anonymes cotées en Bourse ont des salaires plus élevés.

► Plus de 250'000 emplois supplémentaires en Suisse dépendent indirectement de nos entreprises cotées en Bourse.

Graphique 7

La valeur ajoutée directe et indirecte des entreprises suisses cotées en Bourse représente un quart environ de la valeur ajoutée totale.

► Les entreprises locales bénéficient du réseau international des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse.

Salaires

En moyenne, les collaborateurs des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse gagnent 20 % de plus que ceux de l'ensemble de l'économie privée et 13 % de plus que ceux d'entreprises comptant 50 collaborateurs et plus.

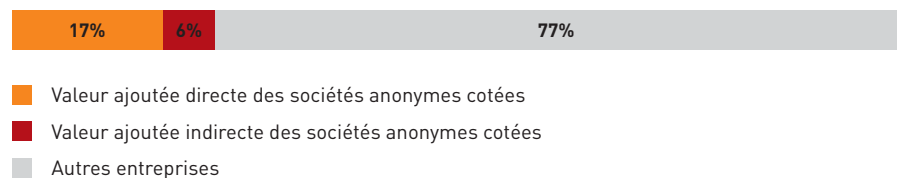
Interpénétration marquée avec les PME

Les fournisseurs tirent profit des sociétés anonymes cotées en Bourse

La Suisse connaît traditionnellement une forte interpénétration entre ses petites et moyennes entreprises et ses grandes sociétés. D'un côté, les grandes entreprises dépendent de services de haute qualité ainsi que du savoir-faire et de la capacité d'innovation des PME. De l'autre, les PME tirent profit des nombreux mandats de consultation des grandes entreprises ainsi que des biens et services qu'elles commandent. Comme les entreprises sollicitent des prestations préalables auprès d'autres entreprises, la demande de biens et de services se traduit, chez les producteurs de prestations préalables, par des commandes supplémentaires et donc de la valeur ajoutée et de l'emploi. Les sociétés cotées en Bourse ont un impact indirect considérable sur l'ensemble de l'économie. Les fournisseurs en Suisse représentent 250'000 emplois et une création de valeur de quelque 31 mrd fr. Si on tient compte de l'impact des prestations préalables, la part de ces entreprises à la valeur ajoutée brute en Suisse passe de 17 % à 23 % et leur part au marché de l'emploi passe de 10 % à 17 % (moyenne pour 2007/2008 ; cf. graphique 7).

Évaluation de la valeur ajoutée directe et indirecte des sociétés anonymes cotées en Bourse

Valeur ajoutée brute, moyenne pour 2007/2008, en %



Source : Centre de recherche de politique économique de la HTW Coire.

Les entreprises cotées en Bourse contribuent à l'internationalisation des PME

Les entreprises cotées en Bourse contribuent à l'internationalisation de nombreuses autres entreprises établies en Suisse. Les fournisseurs tirent parti, par exemple, du réseau multinational des entreprises cotées en Bourse, ce qui leur permet de s'implanter plus facilement sur les marchés mondiaux. Naturellement, les avantages liés à ces réseaux ne sont pas à sens unique, les sociétés cotées en Bourse y trouvent aussi leur compte. Les sociétés anonymes cotées en Bourse profitent des prestations préalables de haute qualité des entreprises locales. La main d'œuvre suisse, bien formée, contribue aussi à leur succès sur la place économique suisse. Cette symbiose productive entre grandes et petites entreprises, établissements multinationaux et locaux, institutions privées et publiques est également désignée par le terme « avantages des pôles de compétence ». Ces effets, sans doute très importants pour la place économique suisse, sont toutefois difficiles à quantifier.

► Les sociétés anonymes cotées en Bourse pratiquent une recherche intensive et soutiennent activement les start-ups.

► Amélioration de l'environnement entrepreneurial en Suisse.

► Pilier de l'économie suisse à vocation internationale.

► Souvent de grandes entreprises dans une phase avancée d'internationalisation.

► Interconnexions de diverses natures.

Coopération en matière de recherche et investissements dans les jeunes entreprises

Les sociétés anonymes suisses cotées en Bourse sont fortement engagées dans la recherche-développement, ce qui donne des impulsions positives à la place scientifique suisse. Les plus grandes ont leurs propres centres de recherche en Suisse. Ainsi, Novartis possède trois centres de recherche à Bâle. Nestlé dirige le Nestlé Research Center à Lausanne, compétent en matière de recherche dans tous les domaines de l'entreprise. ABB pour sa part dispose d'un Corporate Research Center à Baden. Ces entreprises très actives dans la recherche entretiennent une collaboration poussée non seulement avec les hautes écoles publiques du pays, mais aussi avec les entreprises locales. En outre, les grandes entreprises dans le domaine des technologies qui ont leurs propres sociétés de capital-risque favorisent la création de nouvelles entreprises innovantes et de services de conseil dans leurs domaines.

Les sociétés anonymes suisses cotées en Bourse apportent une contribution de taille à l'amélioration de l'environnement entrepreneurial dans notre pays. Ainsi, nombre d'entre elles sont des acteurs importants des principaux pôles de compétences suisses. De plus, elles contribuent pour une part non négligeable à la productivité de ces réseaux et tirent profit en contrepartie de l'apport des autres entreprises et institutions de ces pôles de compétences.

Conclusions

Les sociétés anonymes suisses cotées en Bourse représentent un pilier de l'économie suisse à vocation internationale. Elles emploient directement 11 % des personnes actives en Suisse et dégagent entre 16 % et 18 % du produit intérieur brut. Elles sont à l'origine de 31% des exportations de marchandises et représentent 54 % des emplois proposés par les entreprises suisses à l'étranger. A l'heure actuelle, 51 % des dépenses de recherche et développement de l'économie privée suisse et 42 % de l'impôt sur les entreprises suisses proviennent des entreprises cotées en Bourse. Par rapport à la moyenne des entreprises suisses, les sociétés anonymes cotées en Bourse emploient davantage de personnel, proposent des emplois affichant une productivité nettement plus forte, paient des salaires bruts plus élevés et sont plus actives dans la recherche.

Les entreprises cotées en Bourse sont souvent des entreprises de grande taille dans une phase avancée d'internationalisation. Elles possèdent plusieurs sites de production à travers le monde et approvisionnent aussi les marchés étrangers depuis leurs sites à l'étranger. Elles ont leur siège en Suisse et effectuent une partie importante de la recherche dans notre pays, mais pas la totalité. Et, même si une grande partie de la production se déroule à l'étranger, celle effectuée sur le sol suisse reste importante pour notre pays.

Les liens des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse avec l'économie suisse sont de diverses natures, de sorte que ces entreprises influencent l'économie par divers canaux. Par leurs activités, elles induisent indirectement une augmentation de la valeur ajoutée de 6 % et la création de 8 % d'emplois du côté de leurs fournisseurs. Du fait de leurs activités de recherche poussées et de leur engagement en faveur de la formation continue de leurs collaborateurs, ces entreprises contribuent à renforcer la recherche et l'emploi en Suisse. D'ailleurs, de nombreuses sociétés anonymes cotées en Bourse jouent un rôle important au sein d'importants pôles de compétences suisses. Elles contribuent considérablement à la productivité de ces réseaux et tirent parti de la présence des autres entreprises et institutions faisant partie de ces pôles d'excellence.

► Il convient de rejeter l'initiative Minder.

Vu le poids économique des entreprises cotées en Bourse, le cadre réglementaire revêt une importance clé. Il peut encore être considéré comme bon. Si on décide de modifier le droit de la société anonyme suisse, il faut veiller à ne pas détériorer les conditions-cadre et à préserver la compétitivité des entreprises cotées en Bourse dans notre pays. Avec l'initiative Minder, la Suisse risque de voir sa position dans la concurrence internationale pour l'implantation de ce type d'entreprises sensiblement affaiblie. Les conséquences en seraient perceptibles sur l'ensemble de l'économie. En conclusion, l'initiative Minder est trop dangereuse pour être utilisée à des fins d'expérimentation politique. Les enjeux sont trop importants.

Pour toutes questions :

urs.furrer@economiesuisse.ch

silvan.lipp@economiesuisse.ch

Étude

Christian Hauser, Heinz Hauser et Peter Moser, «Die volkswirtschaftliche Bedeutung börsenkotierter Aktiengesellschaften», Coire 2009. L'étude complète est accessible à l'adresse www.economiesuisse.ch.